

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6^e ANNEE N° 229
JEUDI 9 MAI 1974

Une tâche très importante

Combattre l'électoratisme, démasquer le révisionnisme et le trotskysme



***A Rennes, un jeune assassiné par
le service d'ordre de Giscard d'Estaing***

(article page 3)

A propos de la manifestation du 1er Mai

QUELQUES VÉRITÉS

Bien des bruits ont couru à propos de la manifestation du 1er mai afin de jeter la confusion. C'est pourquoi il importe de rétablir les faits afin que les choses soient claires.

Avant la mort de Pompidou, l'Humanité Rouge avait décidé l'organisation d'une manifestation, de la République au Père-Lachaise.

Le n° 225 de l'Humanité Rouge lançait un appel pour une manifestation antiélectorale et anti-Mitterrand, le 1er mai à 10 heures de la République au Père-Lachaise.

Par la suite, les organisations trotskistes lançaient un appel pour le 1er mai, à la même heure et sur le même parcours. Il était clair qu'il s'agissait là d'une manœuvre destinée à créer la confusion et à saboter la manifestation appelée par l'Humanité Rouge. Le problème était dès lors de se donner les moyens de faire échouer cette opération. Comme on peut le voir, il n'a jamais été question d'une manifestation « unitaire » ; mais de deux manifestations : une appelée par l'Humanité Rouge sur une base antiélectorale et anti-Mitterrand ; une autre, appelée par les trotskistes. Il était donc parfaitement légitime que les marxistes-léninistes prennent des mesures pour que la manifestation qu'ils organisaient soit un succès.

C'est la raison pour laquelle le matin du 1er mai, un service d'ordre de plusieurs centaines de camarades était mis en place sur le lieu de départ de la manifestation à République, afin de mettre en échec la manœuvre trotskiste. Ce qui fut fait, au grand désespoir de ces messieurs.

A 10 h 15, la manifestation se mettait en marche, forte d'environ 5 000 personnes.

Parmi les commentaires mensongers, la palme revient à Libération.

On a pu lire en effet dans ce journal, que nous aurions en toute hâte, la veille du 1er mai, changé sur nos affiches le lieu de la manifestation pour appeler à République. A Libération, on sait pourtant fort bien que l'Humanité Rouge a toujours appelé à manifester à République. Alors pourquoi ce mensonge grossier ? Nous avons pu constater à l'occasion de la manifestation du 1er mai une volonté délibérée de Libération de faire le silence sur les marxistes-léninistes ou de déformer la vérité. D'abord, on pratique la censure en ne faisant pas passer plusieurs communiqués de l'Humanité Rouge appelant à manifester le 1er mai de la République au Mur des Fédérés (voir H.R. n° 228) alors qu'on passe les communiqués des trotskistes. Ensuite, on ment purement et simplement. Force nous est de constater que les trotskistes et Libération ont fait œuvre commune. Et en tout cas nous voilà fixés sur le sens de la vérité que certains ont à Libération.

" Libération " et les élections

Il semble qu'à « Libération » certains aient fait un art de la manipulation. On vous dit à propos des élections : « Libération » ne prend pas position, et en fait on prend position pour Mitterrand. L'éditorial de Philippe Gavi dans le numéro de « Libération » du 30 avril en est la parfaite illustration.

Gavi nous dit qu'au sein de l'équipe de « Libération » certains « mettent sur le même plan la droite et l'union de la gauche ». Le moins que l'on puisse dire est que dans « Libération » on n'entend guère la voix de ceux-là. Par contre, on entend Gavi et voici ce qu'il dit pour justifier son soutien à Mitterrand :

« Six ans après mai 68, beaucoup d'idées ont fait leur chemin, des pratiques de lutte ont fait leurs preuves, et ce n'est pas la traversée des urnes qui va arrêter ce mouvement ascendant. »

Autrement dit, le mouvement révolutionnaire des masses s'étant consolidé depuis 1968, et étant donné qu'il est dans une phase ascendante, les élections ne risquent pas de l'enrayer, donc participer aux élections ce n'est plus le dévoyer.

Mais le problème est de savoir comment combattre les illusions électoralistes, comment les faire reculer. Il est clair que ce n'est pas en jouant le jeu de l'électoratisme que l'on peut y arriver. Le faire ne peut qu'entretenir ces illusions. Le problème est également de savoir comment le mouvement révolutionnaire des masses ascendant va s'exprimer sur le plan politique. Prôner la participation aux élections, c'est en fait contribuer à amener le

mouvement des masses sur le terrain politique de la bourgeoisie, c'est le placer sous la direction politique de la bourgeoisie. C'est ce que fait Gavi dans la mesure de ses moyens.

Autres arguments de Gavi :

« Pour faire chier la droite. Et puis parce que rien ne serait plus intolérable qu'une partie de l'électorat continue à voter contre ses intérêts. »

Et voilà la vieille distinction mensongère droite/gauche, aussi vieille que le parlementarisme lui-même. Mais est-ce que les C.R.S. du « socialiste » Jules Moch étaient de « gauche » ?

Et est-ce que le fait pour les travailleurs de voter pour l'assassin de Fernand Yveton répond à leurs intérêts ?

Et Gavi continue :

« Si on prend le seul point de vue revendicatif, il est évident qu'un gouvernement de la gauche est plus favorable aux salariés qu'un gouvernement de la droite, que les acquis substantiels peuvent être obtenus. »

De cela, les mineurs ont pu en juger lorsque les « socialistes » lâchaient des chiens contre eux.

Et ne voit-on pas déjà Mitterrand annoncer des sacrifices ?

Dans « Libération » du 2 mai, on revient à la charge et pour justifier la participation aux élections, on nous dit : « En France, on vote ». Autrement dit : puisque la masse des gens vote, il n'y a qu'à faire comme eux. Là encore, ce n'est sûrement pas en participant à l'électoratisme qu'on le fera reculer.

Mais voilà l'argument « suprême » : « La droite... victorieuse, c'est encore

quatre ans au moins de blocage politique. Elle n'empêcherait peut-être pas les luttes sociales, les travailleurs accuseraient néanmoins le sérieux coup d'une défaite. »

Voilà un raisonnement typique de l'électoratisme. On n'envisage la situation politique qu'en fonction des échéances électorales. Le mouvement révolutionnaire dans tout cela est absent.

On a pu voir après les législatives de 1973 que les luttes n'ont pas été brisées par la défaite de la « gauche », au contraire. Et en quoi la victoire de Mitterrand serait-elle une victoire pour les travailleurs ? Elle créerait au contraire des conditions particulièrement difficiles pour la lutte des masses.

Et pour couronner le tout, voici ce qu'on écrit :

« En attendant, il serait dangereux, irresponsable et coupable de ne pas tout faire pour barrer la route à la droite. Il faut éviter le pire. »

Mais Mitterrand lui-même n'est-il pas capable du pire, et Marchais ?

Celui qui fit assassiner un des nôtres, Fernand Yveton, et celui qui insulta la mémoire d'un des nôtres, Pierre Overney, ceux-là ne sont-ils pas capables du pire ?

Il est clair aujourd'hui que certains à « Libération » jouent un rôle identique à celui des trotskistes. On manie la phraséologie gauchiste, on se donne des avis archi-révolutionnaires pour tromper une partie du mouvement révolutionnaire et on fait tout pour la dévoyer derrière Mitterrand, c'est-à-dire derrière la bourgeoisie.

QUI SE RESSEMBLE S'ASSEMBLE

On sait qu'il y a peu de temps le groupe Front Rouge a créé un pseudo P.C.R. m.-i. (voir H.R. n° 226). A cette occasion les dirigeants de Front Rouge ont monté en épingle la présence à leur congrès de deux (!) délégations étrangères, notamment une du « Parti communiste marxiste-léniniste italien » (P.C.M.L.I.) avec laquelle le B.P. du P.C.R. a signé un pompeux communiqué commun (cf. F.R., n° 10).

De cette façon les dirigeants de Front Rouge tentent de cacher aux yeux des militants de base et des cadres honnêtes de cette organisation, sincèrement révolutionnaires mais momentanément trompés par des dirigeants scissionnistes, l'absence totale de liaisons internationales du soi-disant P.C.R., absence qui ne fait que refléter le fait que Front Rouge est radicalement étranger au Mouvement communiste international.

Mais avec le P.C.M.L.I., les dirigeants de F.R. ont soulevé une pierre qui leur retombe lourdement sur les pieds ! En effet, quiconque connaît un tant soit peu la vie politique italienne sait que le soi-disant PCMLI (ex-Union des communistes italiens), qui avant de s'aboucher avec FR avait été le modèle de l'UCF, a été créé par certains dirigeants trotskistes du groupe trotskiste « Falce e Martello » ! Le P.C.M.L.I. et son journal *Servir le Peuple* développent une ligne opportuniste de droite à 100 % :

— Electoralisme effréné, participation active au cirque électoral de

la bourgeoisie (cf. la candidature de Roustan) ;

— Travail fractionniste, donc archi-coupé des masses, dans l'organisation syndicale (cf. O.S.R.) ;

— Abandon de la lutte pour la dictature du prolétariat au profit d'un « gouvernement ouvrier et paysan » comprenant les révisionnistes et œuvrant « pour le progrès et la renaissance de notre pays » (sic) ;

— Aucune critique des révisionnistes du P.«C.»I. ou presque ; aux législatives de 1972 le « P.C.M.L.I. » fit voter P.«C.»I. pour le Sénat et dans les circonscriptions où il ne présentait pas lui-même de candidats, cela « pour endiguer en partie les maux que ce régime produit contre les travailleurs et notre peuple » et pour « ralentir la marche de la fascisation » !

— Réformisme pur et simple : le « P.C.M.L.I. » développe en particulier la thèse suivant laquelle il faut édifier de petits noyaux de « pouvoir rouge », embryons de socialisme en régime capitaliste (c'est ainsi qu'ils analysent la lutte de Lip), thèse qui n'est autre que celle des « pouvoirs partiels » qui fit fureur au P.S.U. ;

— Enfin le « P.C.M.L.I. » se distingue par un moralisme creux et mystificateur, prêchant « l'amour, toujours l'amour » dans une société divisée en classes antagonistes.

De plus les excentricités petites-bourgeoises de ce groupe (par exemple les « mariages rouges » entre militants) tendent à dénaturer complètement l'image du marxisme-

léninisme aux yeux des masses italiennes. Les authentiques communistes (marxistes-léninistes) italiens ont mainte fois dénoncé dans leur journal *Nuova Unità* le rôle de diviseur et de provocateur au service de la bourgeoisie et du révisionnisme joué par le soi-disant « P.C.M.L.I. ».

Mais, comme on dit, « faute de grives, on mange des merles », et on a les « partis frères » qu'on peut et les amis que l'on mérite ! Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es... D'ailleurs le style et le contenu de l'intervention du « P.C.M.L.I. » au congrès du « P.C.R. » manifestait si peu de sérieux marxiste-léniniste qu'elle fut, nous dit-on, accueillie par les sourires ou les rires de nombreux délégués !

Cependant les faits que nous avons cités et qu'on pourrait multiplier sans aucun doute ignorés par les militants de base de Front Rouge, dont beaucoup croient peut-être que le « P.C.M.L.I. » est l'authentique parti du prolétariat italien !

Il faut donc se saisir de cet exemple pour leur montrer, faits à l'appui, la véritable nature de Front Rouge et la duplicité de ses dirigeants, pour les inciter à rechercher la vérité par eux-mêmes, et à rejoindre le courant désormais irréversible qui conduira tous les marxistes-léninistes sincères à l'unité dans la seule organisation révolutionnaire prolétarienne, l'Humanité Rouge.

Un lecteur d'H.R., militant de la G.R. (m.l.)

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m	
PÉKIN	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;	
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;	
	22 h 30 - 23 h 30		sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

	Heures de Paris	Longueur d'ondes en m	
TIRANA	6 h		
	16 h		
	17 h	sur 31 et 42 m ;	
	19 h		
	21 h		
	22 h		
	23 h 30		sur 31, 42 et 215 m ; sur 31 et 41 m.

Marchais se prosterne

A peine deux heures après que les premières estimations eurent livré leur verdict, et alors que Chaban-Delmas et les principaux leaders de l'U.D.R. venaient d'appeler à se rassembler autour de Giscard d'Estaing, Marchais, sur la première chaîne T.V., a abattu ses cartes pour le second tour. Et quelles cartes ! Ni plus ni moins qu'un grossier appel à l'unité U.D.R.-Union de la gauche pour battre Giscard ! Les autres leaders politiques participant au débat n'en revenaient pas. Lecanuet, souriant, ou plutôt hilare, prenait une revanche facile sur son humiliant ralliement de dernière heure à l'UDR lors des législatives de 1973. Sanguinetti faisait la coquette et Mauroy, le socialiste, restait sans voix...

Rampant plus bas que terre, Marchais suggérait que le P.C.F., qui disposerait de six fauteuils dans un gouvernement de « gauche », était prêt à en laisser plusieurs à tout parti qui se rallierait à la candidature Mitterrand, par exemple à l'U.D.R. Oui, à l'U.D.R. ! Sanguinetti, quelque peu méprisant, faisait remarquer qu'il était surprenant de voir le P.C.F. constater que l'« U.D.R. ce n'est pas la droite », l'U.D.R. « c'est le changement » et priait Marchais de se rappeler les seize années durant lesquelles le P.C.F. s'était opposé aux divers gouvernements gaullistes.

Marchais, onctueux, rétorquait que « cette opposition ne fut pas systématique. Par exemple, nous vous avons soutenu lorsque vous avez quitté l'O.T.A.N., nous vous avons soutenu lorsque vous vous opposiez aux U.S.A. ». Mauroy, — dont le Parti s'était opposé au démantèlement de l'O.T.A.N. — s'enfonçait chaque fois plus dans son fauteuil.

On a donc vu, pendant une demi-heure, le méprisable spectacle d'un politicien prétendant représenter la classe ouvrière venir manger au râtelier de l'U.D.R., proposer un grand rassemblement allant des trotskistes à l'U.D.R., et monneyer publiquement les quelques fauteuils que Mitterrand a bien voulu lui promettre. Qu'ont pensé les militants et les électeurs P.C.F. en assistant à ce triste et hâtif maquillage ? Ils doivent réfléchir, voir où conduit l'électoratisme, et tirer les conclusions maintenant évidentes : le P.C.F. est un parti bourgeois, qui a un programme bourgeois et qui, sur cette base, est prêt à s'« unir » temporairement non seulement au Parti socialiste, mais à n'importe quel autre parti bourgeois pour conquérir une majorité présidentielle ou parlementaire.

Hier soir, Marchais a brillamment réussi une double démonstration : il a d'abord montré que les notions de « droite » ou de « gauche » n'ont plus aucun sens. Pour battre électoralement l'U.D.R., le P.C.F. a d'abord passé une alliance avec la fausse « gauche » socialiste. Pour battre maintenant la « droite réactionnaire », les révisionnistes proposent l'alliance avec l'U.D.R.

Il a ensuite prouvé que la logique électoratiste repose nécessairement, inéluctablement sur un abandon des positions de classe prolétariennes, de la défense des intérêts immédiats et à long terme du peuple travailleur.

Tôt ou tard, cet abandon devient patent, manifeste : c'est ce qui s'est passé dimanche soir.

Au travail donc, camarades et amis lecteurs, pour dénoncer l'électoratisme, le révisionnisme et engager notre peuple sur la voie de l'action révolutionnaire pour la révolution prolétarienne. Les conditions nous sont plus favorables que jamais.

Éditorial

Les résultats du premier tour des élections présidentielles viennent de confirmer l'ampleur des illusions électoratistes dans notre pays. Cela n'est pas pour nous surprendre, car c'est justement en raison même de cette réalité que les marxistes-léninistes ont lancé et continuent de lancer complètement à contre-courant une fois de plus le mot d'ordre d'abstention.

Cela apparaît d'autant plus justifié aujourd'hui que les résultats du premier tour de scrutin reflètent la profonde volonté d'en finir avec le régime social actuel qui anime les masses populaires. A travers les quelque douze millions de voix qui se sont portées sur des candidats qu'il est convenu d'appeler « de gauche » mais qui ne sont que des candidats de la bourgeoisie, les travailleurs disposant du droit de vote ont montré bien souvent leur volonté d'en finir avec le système capitaliste. Cela est au fond une chose positive qui ne doit pas être sous-estimée. Cependant, il reste que cette volonté est totalement dévoyée à un double titre, d'abord parce qu'elle est accompagnée de l'illusion d'un changement possible, si minime soit-il, par les élections dans le cadre des institutions bourgeoises, deuxièmement parce que cette volonté de changement est conduite à se manifester à travers des candidats de la bourgeoisie et en premier lieu F. Mitterrand.

Cela est grave. On lit souvent et entend souvent dire dans des milieux qui se disent « avancés » que mettre un bulletin dans l'urne et appeler à voter ne fait après tout pas de mal. Mais c'est une erreur. Aujourd'hui, du fait de la trahison des dirigeants révisionnistes du P.C.F., le passage au socialisme est subordonné dans l'esprit du prolétariat et des masses à la conquête préalable de la majorité électorale. Cette idée totalement anti-marxiste et anti-léniniste signifie que dans une société où l'idéologie bourgeoise est dominante et où la bourgeoisie dispose du contrôle de l'ensemble des moyens d'information et de manipulation de l'opinion, il est possible pour le prolétariat révolutionnaire, pour les communistes de gagner d'abord à leurs idées la majorité du peuple. Cette thèse liée indissolublement à celle du passage pacifique conduit à la démoralisation et à la démobilitation des forces populaires, elle conduit à désarmer le peuple idéologiquement au lieu de le préparer à prendre un jour les armes : c'est une thèse bourgeoise destinée à maintenir le prolétariat sous la coupe de la bourgeoisie.

Pour comprendre où conduisent ces principes électoratistes, il suffisait d'ailleurs au soir du 5 mai d'écouter Georges Marchais flatter avec une bassesse extrême Alexandre Sanguinetti, le secrétaire général de l'U.D.R. : « soutenez le candidat de la « gauche »,

lui disait-il à peu près, « vous aussi vous voulez le changement » !

Voilà, camarades, le résultat de la ligne révisionniste. Les masses populaires devraient voir suspendre leur sort au ralliement de l'U.D.R. à la « gauche » ! Et si Georges Marchais pouvait remettre en selle Chaban-Delmas comme il l'a fait avec Mitterrand, sans doute considérerait-il cela comme une victoire populaire.

Ces dirigeants révisionnistes qui vont mendier l'appui des leaders bourgeois ne sont en rien des représentants ouvriers, ce sont des valets de la bourgeoisie, et cela même si celle-ci est divisée à leur égard. Aujourd'hui, elle a du mal à faire confiance à Mitterrand pour les utiliser à fond pour obtenir la paix sociale, même si l'élection de Mitterrand ne doit pas être exclue. Cependant il apparaît plus probable que Giscard d'Estaing est son favori. C'est pourquoi nous allons assister dans les jours qui viennent à une violente campagne anti-communiste qui présentera l'U.R.S.S. et les dirigeants du P.C.F. comme communistes et cherchera en les utilisant à diviser le peuple, à affaiblir le prolétariat : cette campagne qui vise en réalité la révolution bénéficie de l'opportunisme et de l'esprit de capitulation contre-révolutionnaire des dirigeants du P.C.F. Ces derniers, comme gages de leur soumission à la bourgeoisie, renieront toujours plus fort les principes du communisme.

Quelle que soit la force apparente des idées révisionnistes, l'avenir ne leur appartient pas. Et c'est en partie parce qu'il s'affole que Georges Marchais est descendu si bas devant Sanguinetti. A lui aussi, on pourrait dire « il est plus tard que tu ne crois ». Car que Mitterrand ou Giscard d'Estaing soit le futur président de l'Etat de la bourgeoisie monopoliste, celui-ci ne tardera pas à se trouver affronté à une violente crise économique qui rendra encore plus odieux les ronds de jambes des dirigeants révisionnistes devant la classe des exploités capitalistes.

Dans la crise profonde de demain, on aurait tort de s'attendre à ce que la bourgeoisie prenne des gants et évite de faire porter le poids de la crise aux masses populaires. On aurait tort de croire qu'elle hésitera à employer la violence réactionnaire si ses intérêts de classe sont menacés.

C'est à ces lendemains de lutte révolutionnaire que les marxistes-léninistes doivent préparer le prolétariat et tout le peuple travailleur en travaillant à leur rendre confiance car l'avenir est radieux. Cela passe par une éducation inlassable dans l'esprit du marxisme-léninisme et pour battre totalement le révisionnisme et le trotskysme.

Dans cette voie, le 1^{er} mai 1974, au cours duquel les marxistes-léninistes ont animé une puissante manifestation anti-révisionniste et anti-trotskyste, fera date comme un exemple et un prélude à l'unité reconstituée de la classe ouvrière sur une base prolétarienne.

Un jeune assassiné par le service d'ordre de Giscard d'Estaing

Au sujet du meeting que Giscard d'Estaing a tenu à Rennes, la presse bourgeoise a déclaré que quelques 200 gauchistes avaient attaqué le service d'ordre, à l'aide de barres de fer ramassées sur les chantiers des environs. Encore une fois, la presse ment.

Le service d'ordre de Giscard, filtrait à l'entrée ceux qui s'étaient rendus à la salle Omnisport. Les jeunes qui avaient une tête déplaisante aux yeux du service d'ordre, étaient expulsés.

Ceux qui avaient pu entrer et qui se regroupaient en petits groupes étaient interpellés par celui qui s'avéra par la suite être le chef du service d'ordre.

Lorsque Giscard commença son discours, le service d'ordre se massa à la porte pour empêcher ceux qui étaient arrivés en retard d'entrer. Bientôt 300 personnes environ se retrouvaient devant les portes. (Il n'y avait que des jeunes).

Le service d'ordre officiel fit alors appel à une cinquantaine de ses hommes qui étaient disséminés dans la salle. Ceux-ci s'armèrent de barres de fer, du genre barres à mines, et de poings américains. La gueule cachée derrière des foulards, ils chargèrent avec une extrême violence ceux qui s'étaient massés à la porte. Un membre du service d'ordre brancha la lance à incendie pour éloigner ces « indé-

sirables ». Un homme d'une soixantaine d'années aurait reçu le jet en plein visage.

C'est alors que ceux qui se trouvèrent sauvagement attaqués ripostèrent en envoyant des pierres.

Devant ces actes fascistes, de nombreuses personnes qui se trouvaient dans le fond de la salle scandèrent : « Giscard, Hitler même combat ! », « Fascistes assassins ! ».

Giscard s'interrompt un court instant et reprit de plus belle ses promesses démagogiques... évoquant les libertés dans ce pays.

Les fascistes chargèrent alors ceux qui se trouvaient dans le fond de la salle. Le cameraman de la TV se vit empêcher de filmer par le chef démagogique commandant le service d'ordre. Insistant pour filmer, il reçut différents projectiles.

On a su par la radio, par la presse qu'une personne avait été blessée par les fascistes. Le bruit circule à Rennes que les fascistes l'auraient assassiné de coups de barre de fer sur le front et sur la nuque. En tout cas, ce jeune progressiste vient de mourir à l'hôpital de Rennes. Il s'agit bien d'un assassinat.

Les fascistes qui protégeaient Giscard se sont enfuis dans des cars immatriculés dans la région parisienne.

Un lecteur

MARCHAL (Asnières)**La politique de la direction révisionniste CGT freine la lutte et favorise la répression**

La S.C.A.M.E.A. à Asnières, qui fabrique les bougies Marchal pour l'automobile, est une usine groupant environ 400 travailleurs, à majorité de femmes et d'immigrés. Elle fait partie du groupe Ferrodo-Bosch.

Plus aucune organisation syndicale ne restait depuis deux ans, couronnement de nombreuses années de collaboration entre le syndicat C.G.T. et la direction, qui de ce fait n'avait même pas jugé nécessaire de pousser plus loin la brève apparition d'un syndicat patronal C.G.S.I.

Les pratiques fascistes de la direction ne rencontraient pas d'obstacles :

- licenciements sans préavis,
- escroqueries sur les feuilles de paie,

- changement des horaires d'équipes imposés du jour au lendemain,
- trafic de main-d'œuvre marocaine,
- hommes de main (en particulier un ancien gardien de prison de femmes).

Depuis plusieurs mois, la propagande de l'Humanité-Rouge dénonçait les abus et les injustices dont étaient victimes les travailleurs, visant à organiser la lutte classe contre classe dans l'entreprise. Un noyau combatif préparait à l'intérieur la création d'une section syndicale.

Or, à quelques temps de là, des bruits circulaient que le P.C.F. commençait à parler de monter une section C.G.T. renforcée par une cellule d'entreprise du parti révisionniste, craignant de voir arriver un syndicat qu'il n'aurait pas contrôlé.

Fin février, en toute hâte, la direction locale C.G.T. nomme un délégué syndical et présente en toute dernière minute des candidats aux élections du comité d'établissement.

Dix jours après, le 8 mars, un débrayage d'une heure a lieu, sur initiative de la C.G.T., suivi à 90 % des travailleurs, pour appuyer la présentation du cahier de revendications à la direction.

C'était le premier débrayage depuis les grèves de 1968 : les travailleurs se découvraient une force.

Du côté de la direction syndicale, l'abandon rapide des positions de lutte prises le 8 témoignait dès lors de la nature démagogique de celle-ci. En quelques semaines, les révisionnistes de la C.G.T. avaient déjà fait l'étalage de toutes les pratiques démolitrices et mystificatrices habituelles.

A tout moment la direction syndicale a fait le maximum pour isoler les éléments combattifs et les tenir à l'écart de la section, en leur refusant les responsabilités dont ils voulaient

se charger. Les pressions sur les militants de l'Humanité-Rouge, visant tantôt à leur faire peur, tantôt à les éloigner de leurs justes positions de classe (« on a tous été un peu gauchos dans notre jeunesse », « les travailleurs se méfient de vous, vous êtes isolés »), tantôt, pour les faire parler et se renseigner, « mais comment se fait-il qu'autant de gens à Marchal tournent autour de l'Humanité-Rouge ? », et toujours prêts à répandre des bruits calomnieux (« vous voulez tout casser », « et les mecs qui diffusent à la porte, ils n'ont rien à foutre, qui est-ce qui les paie »), etc., semant la division chez les travailleurs.

L'inertie du syndicat qui perdait progressivement la confiance des masses ne pouvait que favoriser les projets de la direction qui se retrouvait dès lors les mains libres pour accomplir ses plans. A la fois inquiète de voir le mécontentement d'une grande partie des travailleurs déterminés à se battre, pressée de trouver des solutions à sa crise, mais aussi encouragée par la démobilisation entretenue par le syndicat, elle a choisi ce moment pour frapper :

Le 10 avril, trois militants syndicaux connus auprès des travailleurs pour leurs activités syndicales et politiques sont licenciés sans motif et sur-le-champ.

Parmi eux, une camarade connue de l'Humanité-Rouge et un membre du P.C.F. Les trois militants licenciés auraient été candidats aux élections de délégués du personnel un mois après.

Deux minutes avant la sortie, en fin de journée, avant deux journées de chômage qui s'ajoutaient au week-end de Pâques, ils sont appelés séparément, leur licenciement signifié sans motif, leur préavis payé avec ordre de ne plus remettre les pieds dans l'usine.

Face à la répression qui s'amorce, la C.G.T. réagira mollement. Un débrayage a lieu groupant à peu près un tiers de l'entreprise, mais certains travailleurs dont des syndiqués préféreront débrayer dans leurs ateliers, refusant de monter à la cantine avec les délégués.

Les revendications des travailleurs sont les suivantes :

- Le patron a frappé un grand coup pour démolir notre syndicat, pour couper court à toute revendication de notre part. Si nous ne réagissons pas dès maintenant, la répression s'accroîtra, d'autres licenciements et d'autres journées de chômage viendront ;

- Exigeons la réintégration immédiate des licenciés, pour la satisfaction de nos revendications.

Une heure et demie après le début du débrayage, le mouvement était déjà désamorcé, la C.G.T. renvoie les travailleurs dans leurs ateliers, n'ayant plus besoin d'eux pour le plan qu'elle s'était tracé.

En même pas deux mois, la section syndicale à peine créée est sabordée. Le mouvement amorcé est provisoirement suspendu, la direction se retrouve les mains libres pour des pratiques encore plus dures.

Et cela au profit de qui ? De l'Union de la gauche, du Programme commun dont la C.G.T. se fait le fidèle porte-parole. Une fois de plus, la ligne de la C.G.T. et du P.C.F. non seulement n'empêche pas le processus de la fascisation dans les entreprises mais encore l'accélère.

La politique de conciliation, de collaboration de classe au service du patronat et pour le succès du Programme commun, en s'opposant à la lutte classe contre classe des travailleurs, ne pouvait qu'accroître la répression.

C'est la raison pour laquelle la C.G.T. n'hésite pas pour servir cette politique à saborder une section syndicale ou à la laisser dégénérer, pour mieux freiner les luttes et s'opposer à la combativité de quelques militants.

De la même façon sur le plan national, le Programme commun, programme de capitulation de la classe ouvrière, en s'opposant à la révolution prolétarienne n'empêchera pas mais favorisera le mécanisme de la fascisation.

Après les licenciements, la camarade de l'H.R. licenciée qui refusait de distribuer un tract C.G.T. qui mettait en avant le Programme commun comme seule solution aux problèmes des travailleurs de Marchal, alors qu'elle dénonçait le caractère diviseur de cette position au sein du syndicat, s'entendait dire que tous les travailleurs étaient d'accord avec la ligne du Programme commun et que pour cette raison tous les militants C.G.T. devaient la soutenir. Le secrétaire de l'union locale lui annonçait que « d'ailleurs, il faudrait revoir sérieusement les bases sur lesquelles elle était entrée à la C.G.T., l'accusant d'anti-communisme et d'anti-syndicalisme.

Camarades, pour mener fermement la lutte classe contre classe, dénonçons le révisionnisme, obstacle principal à la révolution prolétarienne.

Une ouvrière marxiste-léniniste.

Marseille**Grève à l'entreprise Bindex (batteries)**

L'usine Bindex est en grève depuis le 17 avril. Un travailleur immigré n'ayant pas reçu la prime de rendement à laquelle il avait droit, est allé demander son dû au patron... celui-ci lui a infligé trois jours de mise à pied ! L'ensemble des ouvriers a arrêté le travail.

Qui dirige la grève ?

La direction de la grève est entre les mains des travailleurs eux-mêmes en liaison avec le syndicat C.F.D.T. de la métallurgie. Un comité de grève a été mis en place et toutes les décisions sont prises par l'ensemble des travailleurs.

Les revendications

Les travailleurs de Bindex ont profité du déclenchement soudain de cette lutte pour poser plusieurs revendications. Parmi celles-ci :

- Amélioration des conditions de travail (maladie du plomb), baisse des cadences de production ;
- Augmentation du salaire horaire de 1 F ;

- Droits syndicaux ;
- Un quart d'heure pour la douche et une demi-heure pour le casse-croûte.

La lutte se durcit

Dès le début de la grève, les patrons ont licencié dix ouvriers (dont le délégué) pour intimider les travailleurs. Le 26 avril, un des patrons a même forcé le piquet de grève avec sa voiture, accrochant au passage un travailleur et une ouvrière qui ont été légèrement blessés (ecchymoses et hématomes).

Les patrons ont évidemment appelé la police pour disperser le piquet de grève et porté plainte pour « entrave à la liberté du travail ».

Les perspectives

Pour le moment, les grévistes tiennent bon. Le piquet de grève est toujours en place et le moral est élevé. Les habitants du quartier de la Viste sont solidaires des travailleurs et les commerçants leur fournissent fruits, légumes, etc. Des collectes de fonds sont organisées.

Nous tiendrons l'Humanité-Rouge au courant du développement de cette importante lutte classe contre classe.

Correspondant H.R.
Marseille.

Siemens (Bordeaux)**Un délégué C.G.T. réembauché trois jours après son licenciement**

La direction de Siemens prétendait licencier un délégué C.G.T. sous prétexte que ce dernier n'avait pas mentionné ses activités syndicales antérieures sur sa feuille d'embauche.

C'est inadmissible et en plus c'est illégal !

Les patrons ne se gênent jamais pour violer la légalité... qui est pourtant bien souvent à leur avantage.

Depuis quand on est obligé de déclarer au patron ses activités syndicales ?

La fiche d'embauche était vieille de dix mois. Devant ce mauvais coup du patron, cinquante travailleurs (en majorité des femmes) se mettent en grève. Malgré la division syndicale, malgré le manque d'unité des travailleurs (la boîte compte environ trois cent travailleurs) la direction a dû céder : le délégué syndical C.G.T. est réintégré.

Correspondant H.R.

Perpignan**Au grand garage Renault, les ouvriers ne feront pas les frais des licenciements**

Face à l'offensive du patron-concessionnaire Renault qui tentait de présenter comme " inéluctable " le licenciement d'une quinzaine d'employés pour la bonne marche de l'entreprise, la combativité des travailleurs et leur unité a permis un premier recul.

La volonté du patron et d'un de ses chefs de service de licencier coûte que coûte quatre ouvriers provoque le déclenchement d'une grève illimitée. Moins d'une semaine de grève a permis d'y voir plus clair sur la manœuvre patronale qui veut faire payer la crise actuelle aux ouvriers en augmentant les cadences

sans augmenter les salaires et sans baisser les prix (bien sûr).

Les ouvriers des ateliers de réparation ne se sont pas laissés prendre et ont compris que tout licenciement correspond pour eux à une plus grande exploitation.

Ils ont compris que ne pas se battre aujourd'hui contre les licenciements, c'est laisser les mains libres au patron pour des licenciements futurs, pour des cadences accélérées, pour des profits capitalistes plus grands.

Cette première tentative de faire payer la rentabilisation de l'entreprise ayant échoué, la vigilance doit demeurer. Car la politique de licen-

cement est un fait général dans la crise du capitalisme pour faire payer les pots cassés aux travailleurs. Les Lip nous ont montré la voie. Les ouvriers et employés du Grand Garage Renault sauront prouver à nouveau leur solidarité de classe, s'opposer aux manœuvres patronales qui est de remettre à plus tard leur mauvais coup, et riposter à toute forme camouflée de licenciement.

Contre l'accélération des cadences, contre les licenciements, luttons classe contre classe !

Face aux manœuvres patronales, la solidarité ouvrière paye ! Restons vigilants !

A PARIS, MARDI 30 AVRIL

MEETING DE L'HUMANITÉ ROUGE A L'OCCASION DES PRÉSIDENTIELLES

Contre la marée électorale qui submerge le pays, il appartenait aux Marxistes-Léninistes d'élever une vigoureuse dénonciation des urnes mensongères de la bourgeoisie dont le parti révisionniste se montre, de façon si éhontée, le supporter le plus fanatique.

Il leur appartenait de dénoncer la mystification de la candidature Mitterrand, d'expliquer en détail leur juste position en faveur de l'abstention, d'appeler tous les travailleurs avancés à les rejoindre dans cette attitude conséquente ; de tracer la seule perspective qui permettra à la classe ouvrière et à l'ensemble de notre peuple d'en finir — comme ils y aspirent si profondément — avec l'intolérable exploitation capitaliste : la voie de la Révolution prolétarienne brisant toute la machine de l'état bourgeois pour instaurer la dictature du prolétariat sur ses oppresseurs.

Il leur appartenait de rappeler que cet objectif ne peut être atteint sans que toutes les forces authentiquement révolutionnaires se rassemblent, s'unifient pour la lutte sous la ferme direction de l'avant garde de la classe ouvrière, le Parti Marxiste-Léniniste dont l'édification et le développement doivent se poursuivre partout, et avant tout dans les usines, ces forteresses du prolétariat.

Il leur appartenait enfin de donner la parole aux peuples opprimés par l'état bourgeois colonialiste pour que se fasse entendre haut et clair leur exigence : l'Indépendance Nationale.

C'est tout cela qui fut fait au cours du meeting qui rassembla à Paris, la veille du Premier Mai, une salle archi-comble, attentive et enthousiaste et dont nos lecteurs trouveront ci-contre les principaux extraits des interventions qui y furent prononcées.

Intervention de l'Association Générale des étudiants Guadeloupéens

Chers camarades, chers amis,

Nous sommes ici pour réaffirmer la volonté inébranlable du peuple guadeloupéen de se libérer du joug colonialiste français.

Nous sommes ici pour exprimer notre confiance en la force inépuisable de notre peuple et notre certitude qu'il ne peut y avoir de salut pour lui qu'en organisant la violence révolutionnaire contre les bandits colonialistes français.

Nous sommes ici pour proclamer notre mépris de la mascarade électorale des présidentielles françaises et pour dire tout net que le peuple guadeloupéen s'abstiendra.

Dans quelques jours vont se dérouler en France et dans les colonies les élections présidentielles françaises. Pompidou mort, la bourgeoisie monopoliste demeure ! Pompidou enterré, la bourgeoisie monopoliste française est en quête d'un chef politique qu'elle puisse mettre à la tête de son Etat. Un chef capable de présider à l'exploitation, au pillage et à la répression de la classe ouvrière de France et des peuples des colonies françaises. Un chef capable de présider la longue tradition de vols, de spoliations et de meurtres de l'impérialisme français. Le peuple français et ceux des colonies auront à désigner eux-mêmes leurs propres bourreaux. Et pour répondre aux désirs de la bourgeoisie monopoliste, trois hommes rivalisent en programmes et promesses : Chaban-Delmas, Giscard d'Estaing et Mitterrand...

Mais le peuple guadeloupéen et les peuples des autres colonies savent à qui ils ont affaire car Giscard, Chaban et Mitterrand ont un très lourd passé colonial.

Chaban et Giscard sont pour le peuple guadeloupéen synonymes de misère et de sous-emploi chroniques. Ce sont les responsables de la corruption morale et politique, de la dégradation générale des mœurs et de l'abrutissement culturel. Chaban et Giscard, c'est aussi les milliards

de bénéfices réalisés chaque année par l'impérialisme français au prix de la sueur et du sang des travailleurs guadeloupéens, le développement de la répression politique et judiciaire, l'assassinat de nombreux fils du peuple guadeloupéen. Giscard d'Estaing, c'est l'un des signataires en 1963 de l'arrêté de création du BUMIDOM, l'organisme négrier qui expatrie chaque année des milliers de compatriotes et cherche à vider la Guadeloupe de sa jeunesse.

Quant à Mitterrand, il a un passé colonial encore plus chargé. Mitterrand, c'est le bourreau du peuple malgache en 1947 ; le colonialiste qui, en novembre 1954, déclarait à propos de l'Algérie :

« L'Algérie, c'est la France et la France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne ».

« Il n'y a des Flandres au Congo que la loi, une seule nation, un seul Parlement... Le gouvernement veillera à ce que nos concitoyens d'Algérie sachent qu'ils ont une espérance et que cette espérance est française... »

Mitterrand, c'est l'anti-communiste et le pro-sioniste représentant d'une fraction de la bourgeoisie rivale de celle actuellement au pouvoir. Mitterrand n'a pas changé depuis vingt ans. Ses sentiments colonialistes sont toujours aussi profonds et sa volonté de maintenir la Guadeloupe sous le joug colonial français encore plus grande...

Dans notre pays, Mitterrand est soutenu par tous ceux qui ont en commun la volonté de perpétuer la domination coloniale : les vieux politiciens réactionnaires qui, après avoir mangé à tous les râteliers, se retrouvent actuellement à la Fédération guadeloupéenne du Parti socialiste et au Mouvement socialiste guadeloupéen, et les révisionnistes du Parti soi-disant communiste et soi-disant guadeloupéen...

Rappelons que les révisionnistes et le Programme commun donnent au mot « autodétermination » un

contenu purement juridique, contrairement à la thèse léniniste qui affirme : « Par autodétermination des nations, on entend leur séparation en tant qu'Etats d'avec les collectivités nationales étrangères, on entend la formation d'Etats nationaux indépendants. »

Chers camarades,

A l'occasion de ces élections présidentielles françaises, le peuple guadeloupéen s'abstiendra. Notre nation est une nation distincte de la nation française. Les élections présidentielles françaises sont une affaire interne à la nation française. En outre, notre nation est opprimée par le colonialisme français. Les colonialistes sont par nature assoiffés de la sueur et du sang des peuples. Notre peuple, lui, lutte pour se libérer du colonialisme français et pour construire une Guadeloupe indépendante, libre, démocratique et prospère. Il sait par expérience que les élections ne changeront rien à son sort...

Les grandes luttes menées en 1971, 1972 et 1973 sur le front économique sous la direction de l'U.T.A. (Union des travailleurs agricoles) et l'U.P.G. (Union des paysans pauvres de la Guadeloupe), la création en décembre 1973 de l'Union générale des travailleurs de la Guadeloupe (UGTG), centrale syndicale de lutte de classes, sont les jalons annonciateurs de batailles de classes décisives.

Le renversement du colonialisme français et la conquête de l'indépendance nationale ne pourront être réalisés que par une lutte de libération nationale sous la direction du détachement d'avant-garde de la classe ouvrière, avec comme force fondamentale l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre. Tous ceux qui tels les révisionnistes, trotskystes et autres opportunistes entretiennent au sein du peuple guadeloupéen les illusions électorales seront à coup sûr emportés par les flots impétueux de la révolution.

ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE!

A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS !



VIVE LA REVOLUTION NATIONALE DEMOCRATIQUE !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE EN FRANCE !

VIVE LA LUTTE DES PEUPLES DES COLONIES POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE !

Intervention de la Gauche Revolutionnaire (M.L.)

(Extraits)

Camarades,

La présence des militants de la Gauche Révolutionnaire dans ce meeting est une chose nouvelle. Elle mérite quelques explications. Il y a environ quatre ans que les premiers militants qui formèrent par la suite la G.R. se regroupaient au sein du P.S.U. Deux ans plus tard, ils en étaient exclus. D'origine principalement petite bourgeoisie, sans liens réels avec la classe ouvrière, l'adhésion de ces militants à l'idéologie prolétarienne ne pouvait être que fragile dans les conditions de la lutte interne à un parti social-démocrate. Aussi il n'est pas étonnant qu'ils se rattachèrent au courant du gauchisme moderne lors de leur constitution en organisation autonome voici deux ans.

A cette époque nous n'avions pas compris que :

« Le gauchisme, opportunisme de "gauche", fait objectivement le jeu du révisionnisme, c'est-à-dire le jeu de la bourgeoisie dans la classe ouvrière. Les points de convergence de ces deux courants bourgeois à l'égard du parti de type léniniste, du socialisme, de Staline, de la dictature du prolétariat, etc., font que dans les faits le gauchisme, obstacle secondaire, renforce le révisionnisme, obstacle principal à la révolution prolétarienne dans notre pays.

Le gauchisme moderne est antimarxiste, anticommuniste. Il est étranger aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et ne peut pas se concilier avec eux : il désoriente les masses et les détourne de la révolution et du socialisme. »

A PARIS



meeting de l'Humanité Rouge à l'occasion des présidentielles

INTERVENTION DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE <ML>

(Suite de la page 5.)

Mais à travers les nombreuses lutttes de lignes qui ont traversé notre organisation, un grand nombre de militants ont compris que notre adhésion au courant gauchiste moderne, que notre refus sous divers prétextes d'adopter une juste position à l'égard du parti, à l'égard du révisionnisme, notre reniement des principes marxistes-léninistes représentait la volonté de la petite bourgeoisie intellectuelle radicalisée de se substituer au prolétariat dans la direction de la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie monopoliste.

Les militants qui désirent sincèrement se mettre sous la direction du prolétariat et de son avant-garde se sont alors tournés vers ceux qui depuis 1963, sans aucune défaillance, ont entrepris d'arracher la classe ouvrière au révisionnisme moderne, vers ceux qui défendent et appliquent de façon créatrice le marxisme-léninisme et la pensée-maotsetoung à la réalité de la lutte de classe dans notre pays à savoir nos camarades de l'Humanité Rouge. Avec leur aide, les militants de la gauche révolutionnaire ont entrepris le processus de ralliement à l'Humanité Rouge.

Notre présence dans ce meeting constitue donc une nouvelle victoire de la volonté d'unité des marxistes-léninistes sincères au sein de l'avant-garde prolétarienne de notre pays contre l'esprit de secte petit-bourgeois qui trompe encore des militants sincères.

Ces conditions de la lutte de classe, tant au niveau national qu'international, ainsi exposées notre position sur les élections est claire.

Pour la bourgeoisie il s'agit de trouver celui qui trompera le mieux le prolétariat et les masses populaires et qui sera capable de maintenir la dictature bourgeoise en France et dans les colonies.

Pour les communistes marxistes-léninistes il s'agit d'intensifier la lutte à tous les niveaux contre le principal obstacle à la révolution prolétarienne : le révisionnisme moderne.

Il nous faut d'abord dénoncer les positions électorales de tous ceux

qui se présentent aux élections ou de ceux qui auraient bien voulu mais qui n'ont pas pu. C'est au fond une lutte contre la pseudo-théorie du passage pacifique au socialisme que nous devons mener là.

Il nous faut aussi dénoncer tous les candidats de la bourgeoisie mais plus particulièrement le plus dangereux d'entre eux : Mitterrand. Le plus dangereux, car le plus apte à tromper les masses. En effet ce vieux politicien bourgeois n'a-t-il pas réussi avec l'aide zélée des révisionnistes à camoufler son passé d'opresseur et de bourreau de la classe ouvrière. Nous le rappellerons constamment, ce passé, de la même façon que nous dénoncerons la tromperie du Programme commun.

« Il nous faut dire tout cela à notre peuple, il nous faut dire la vérité. Certains disent : les masses ne sont pas prêtes à entendre tout cela, et d'autres balivernes du même genre. Quel profond mépris pour les masses ! Ne retrouve-t-on pas là une nouvelle fois ce mépris petit-bourgeois pour les travailleurs, cette volonté d'imposer sa direction au prolétariat ? »

Oui, camarades, en appelant à refuser les urnes de la bourgeoisie, en appelant à intensifier notre lutte de classe contre la bourgeoisie, en appelant à rejeter tous les candidats bourgeois et notamment celui de la soi-disant Union de la gauche, nous serons à contre-courant. Mais ce contre-courant, il existe et se développe. Ce sont les milliers de travailleurs qui ont démasqué le révisionnisme devant eux en combattant la bourgeoisie monopoliste. Les communistes marxistes-léninistes doivent en constituer la pointe acérée. C'est là notre tâche historique !

Pour remplir ces tâches, il y a un impératif pour les communistes : s'unir. La classe ouvrière et les masses populaires ont des intérêts unifiés : balayer le capitalisme et ses alliés révisionnistes, instaurer le socialisme. Pour les y conduire, il faut un état-major unique, une avant-garde prolétarienne solide comme le roc.

Cela implique pour tous les com-

munistes sincères d'avoir la volonté de l'unité et d'y œuvrer concrètement sur la base des principes intangibles du Mouvement communiste international...

Nous ne voulons donner aucune leçon. Nous voulons simplement faire partager notre expérience à tous ceux qui veulent sincèrement édifier un puissant Parti communiste marxiste-léniniste dans notre pays. Aujourd'hui notre organisation s'apprête à rallier l'Humanité Rouge, seule avant-garde prolétarienne de notre pays.

Pour en arriver là, nous avons dû combattre et combattons encore durement l'idéologie bourgeoise dans nos propres rangs.

Nous avons dû combattre l'esprit de fraction, l'esprit de secte propre à la petite bourgeoisie.

Cet esprit de secte est apparu et



apparaît encore sous plusieurs formes.

Certains, en utilisant abusivement la citation de Mao Tsé-toung : « La ligne politique est déterminante en tout », font de tout point de divergence, si minime soit-il, une occasion de scission ou de création d'une nouvelle organisation, soi-disant autonome. Ils prétendent à leur tour diriger le prolétariat, et ne font en fait que préserver le libre arbitre du petit-bourgeois.

D'autres, quand ce ne sont pas les mêmes, posent des tas de conditions préalables. Ils attendent en

fait que le parti soit complètement édifié et dirige la révolution, pour être bien sûr que c'est lui le bon et le rejoindre. Non, camarades, le parti ne s'édifie pas de l'extérieur, il progresse lentement mais sûrement par la pratique, par la critique, l'autocritique, sur la base des justes principes du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotsetoung.

Camarades, ces idées erronées se fondent sur une position de classe typiquement petite bourgeoise. Elles nient le passé de lutte de la classe ouvrière, elles nient l'existence du P.C.F. comme parti de la classe ouvrière de France avant sa trahison définitive, elles nient l'existence et la nécessité d'une avant-garde marxiste-léniniste en France, la nécessité d'un état-major de lutte contre le révisionnisme moderne, obstacle principal à la révolution prolétarienne.

INTERVENTION DE JACQUES JURQUET AU NOM DE L'HUMANITÉ ROUGE

Chers auditeurs, chers amis, chers camarades !

Ces élections, une fois de plus, ne sont qu'une vaste mystification destinée à faire croire au peuple de France qu'il vit et qu'il travaille dans un régime démocratique, qu'il est libre, qu'il est souverain. Alors que dans notre pays, en 1974 comme hier et avant-hier, la réalité qui subsiste c'est que les travailleurs sont écrasés par la dictature de la bourgeoisie, sont et restent victimes de l'exploitation capitaliste, sont contraints de vendre leur force de travail et de verser leur sang pour procurer d'énormes profits à une minorité de bourgeois capitalistes.

Disons le clairement, pour les marxistes-léninistes, il n'y aura jamais qu'une seule légalité indiscutable, véritablement souveraine, c'est celle du peuple, c'est celle de la démocratie vivante, et intégrale que surent déjà se donner les Parisiens en armes en 1871, c'est celle qui permet à l'immense majorité des travailleurs de dominer l'infime minorité de leurs anciens exploitateurs, et celle dont Lénine proclama, après Marx et Engels, qu'elle est des centaines de milliers de fois plus démocratique que la démocratie bourgeoise, c'est la dictature du prolétariat !

Le monde capitaliste est en crise. L'impérialisme américain et le social-impérialisme russe sont en crise, et leurs méfaits, leurs crimes comme leur prétention à la double hégémonie mondiale ne sauraient dissimuler la réalité de leurs difficultés croissantes. L'impérialisme français, comme tous les autres impérialismes, est aussi en crise. Partout dans le monde, la crise du système capitaliste ne cesse de s'aggraver parce que, partout dans le monde, les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération, les peuples veulent la Révolution !

Et c'est parce que nous sommes des révolutionnaires sérieux et consé-

Ces positions contribuent dans les faits à diviser la classe ouvrière et à la laisser désarmée devant le révisionnisme moderne, bref, elles retardent la révolution prolétarienne dans notre pays.

Aujourd'hui, de plus en plus, l'esprit de parti est la pierre de touche de la fidélité aux principes de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung.

A bas la duperie de l'Union de la gauche !

A bas le révisionnisme moderne ! Vive l'unité et l'action révolutionnaire du prolétariat et des masses populaires de France !

En avant pour l'unité des marxistes-léninistes fondée sur les justes principes communistes !

Vive le marxisme-léninisme et la pensée-maotsetoung !

ple algérien permet d'affirmer qu'il poursuivrait envers les peuples frères des prétendus DOM et TOM la sanglante politique d'exploitation et d'esclavage colonialiste, exactement de la même manière que les autres hommes politiques du grand capital. Voilà pourquoi nous nous écrions : Non, la bataille politique en cours dans notre pays, que ce soit avant ou depuis la vacance présidentielle et quels que soient les résultats des scrutins des 5 et 19 mai prochains, ce n'est pas la fausse bataille entre ces chiens de garde de la bourgeoisie, c'est la bataille inflexible, c'est le combat de classe inconciliable entre, d'une part la classe ouvrière et les couches laborieuses, et, d'autre part, la bourgeoisie capitaliste détentrice du pouvoir et de l'Etat.

Une candidature marxiste-léniniste ?

Cependant certains camarades, certains amis, tout en étant d'accord avec cette analyse, pensent peut-être que les marxistes-léninistes auraient dû profiter de ces élections pour présenter leur propre candidat, afin d'utiliser les tribunes de la bourgeoisie et de populariser plus largement leur juste ligne politique ?

Dans le cas présent, nous pensons que ces camarades, ces amis se trompent, et sont victimes de l'énorme pression idéologique des faussaires révisionnistes et trotskystes. Parce que nous pensons que toute candidature présentée dans le cadre de l'actuelle Constitution bourgeoise, réactionnaire et taillée sur mesure pour ne favoriser que les candidats de la bourgeoisie, réactionnaire et taillée sur mesure pour ne favoriser que les candidats de la bourgeoisie reviendrait à cautionner objectivement, qu'on le veuille ou non, la mystification ten-

nants que nous dénonçons la nature mystificatrice de ce scrutin présidentiel, c'est parce que nous mettons nos actes en conformité avec nos paroles, avec notre programme que nous appelons à l'abstention pure et simple.

Dans notre pays la tradition électorale est ancienne, profonde et tenace. Elle secrète à chaque nouveau scrutin des illusions toujours suivies d'amertume. Et sans nul doute, aujourd'hui encore, de ce point de vue, les marxistes-léninistes sont-ils « à contre-courant ».

Or quelle est la vraie bataille qui se livre dans notre pays, bataille que la bourgeoisie et ses laquais tentent de dissimuler ?

Est-ce entre les différents candidats que se joue le véritable affrontement de classe entre les intérêts de la bourgeoisie et ceux du prolétariat et des masses laborieuses ? Allons donc ! Le peuple sait bien par expérience, et n'a pas le droit d'oublier que depuis des siècles la droite a toujours fait une politique de droite, réactionnaire, rétrograde, conservatrice, anti-ouvrière, contre le peuple. Il doit aussi se souvenir que la gauche, la prétendue gauche, quand elle a pu accéder au pouvoir, a toujours fait également la politique de la droite, cette même politique réactionnaire, rétrograde, conservatrice, colonialiste, impérialiste, anti-ouvrière et en définitive contre le peuple.

Alors ?

Alors nous affirmons que demain, s'il était élu à la Présidence de la République, le candidat de cette farce tragique qui se proclame « Union de la gauche », ce même Mitterrand, déjà onze fois ministre réactionnaire sous la IV^e République, ferait à n'en pas douter, comme naguère Blum ou Guy Mollet, la politique de la droite, une politique réactionnaire, rétrograde, conservatrice, antisociale, antiouvrière, contre le peuple ! Et son passé criminel en ce qui concerne la juste guerre de libération nationale du peu-

secte trotskyste Arlette Laguiller, elle joue exactement le même rôle que son homologue masculin, mais tient plus particulièrement le secteur « femmes ». Elle est un peu comme le personnage de Gribouille, qui pour échapper à la pluie plongea dans un étang. Elle, elle crie au loup à propos de Mitterrand pour mieux se jeter dans sa gueule et surtout mieux faire dévorer par l'ogre réformiste les électeurs qu'elle serait parvenue à abuser. Au surplus elle aussi prétend prendre la défense de nos frères encore colonisés dans les prétendus DOM et TOM, elle prétend défendre les travailleurs immigrés, mais en définitive elle appellera à voter pour le colonialiste Mitterrand au second tour !. Il y a d'autres trotskystes qui ont eux une attitude plus nette, ce sont les sociaux-démocrates de l'AJ.S. Ceux-là au moins appellent ouvertement à voter Mitterrand dès le premier tour. Et ceux de Révolution 1, nous dit-on, voteront Krivine au premier tour, Mitterrand au second tour.

Ainsi comme on peut en juger les différentes sectes trotskystes sont animées par un ensemble parfait en ce qui concerne l'attitude à adopter dans ce scrutin au moment décisif : toutes soutiennent la candidature du réformiste et du colonialiste Mitterrand, démontrant par là avec éclat ce que nous avons toujours proclamé : le trotskysme n'est qu'une forme de la social-démocratie « de gauche » en apparence, mais de droite en réalité. En définitive, nous sommes fiers d'avoir été les seuls, avec quelques groupes se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-mao-tséoung il est vrai, et c'est là une convergence politique positive, à proclamer sans hésitation notre refus de l'impotisme électoraliste de ce scrutin, à appeler à en dénoncer la véritable nature, à préconiser sans attendre l'abstention en même temps qu'insensibilisation



dant à faire croire que le système en place est un système démocratique assurant la liberté d'opinion, d'expression et de choix pour la classe ouvrière et pour le peuple.

Les trotskistes se démasquent

A cet égard arrêtons-nous quelques instants sur l'attitude des trotskystes. Krivine énonce un certain nombre de vérités, et de ce point de vue sans doute est-il encore plus redoutable pour la classe ouvrière, pour la jeunesse révolutionnaire, que les vieux chevaux de retour révisionnistes et réformistes. Parce que sa candidature vise en définitive à ramener le maximum de voix au candidat de l'Union de la gauche et du Programme commun, à Mitterrand lui-même. Krivine est bien, comme le veut la plus ancienne tradition trotskyste, un agent de la bourgeoisie, un agent habile, insidieux, dangereux qu'il importe de démasquer sans aucune concession.

Krivine n'est qu'un serviteur patenté, si dissimulé soit-il, du courant contre-révolutionnaire, anti-ouvrier et anti-communiste de l'Union de la gauche, du programme commun et du politicien bourgeois et colonialiste François Mitterrand.

Quant à la candidature de l'autre

ingérer en aucune manière dans les affaires intérieures des organisations groupant entre eux des travailleurs de quelque nationalité que ce soit. C'est là une attitude constante de notre parti depuis plus de dix années. Nous poursuivons et poursuivrons dans ce sens contrairement aux agissements des révisionnistes et de nombreux groupes français trotskystes et autres.

2) Nous soutenons activement les lutttes des travailleurs immigrés parce qu'elles sont fondamentalement justes. Elles sont dirigées contre le pouvoir de la bourgeoisie de notre pays, ce pouvoir capitaliste, exploiteur et oppresseur.

Elles expriment des revendications propres à la classe ouvrière de France : tout en tenant compte des appartenances nationales de chacun, nous considérons tout ouvrier immigré comme membre à part entière du prolétariat exploité de notre pays, égal en tout avec les ouvriers de nationalité française.

3) C'est bien pourquoi en tant que militants révolutionnaires prolétaires, nous exprimons sans réserve nos remerciements aux travailleurs immigrés, nos frères, pour les combats qu'ils mènent actuellement et pour les combats qu'ils ont menés depuis des années, car ils ont ainsi affaibli notre propre ennemi de classe.

Leur attitude constitue une contribution éclatante à la mise en œuvre de la solidarité internationale des travailleurs, à l'internationalisme prolétarien.

4) Nous agissons sans cesse, dans la mesure de nos moyens, pour combattre et le colonialisme et le racisme et nous appelons à ne pas limiter, comme les révisionnistes et les trotskystes, l'action anti-raciste à de simples proclamations verbales, à de simples protestations platoniques, mais à agir concrètement sous toutes les formes nécessaires pour écraser partout où elle apparaît la bête immonde du racisme, qui n'est qu'une des composantes du fascisme.

Non à Giscard ! Non à Chaban !

Mais voyons maintenant pourquoi nous dénonçons plus particulièrement le candidat Mitterrand ?

Serions-nous donc plus indulgents, ou plus favorables à l'égard de Giscard, ou de Chaban ? Ou, comme le murmurent déjà certains pour tenter de nous discréditer, souhaiterions-nous la victoire de ce dernier, parce qu'il se proclame le champion de la politique d'indépendance nationale face aux entreprises de double hégémonie mondiale des Etats-Unis d'Amérique et de la Russie autoproclamée soviétique ?

Et ferions-nous sciemment le « jeu » de ces candidats de droite en combattant le candidat unique de la gauche ?

Soyons nets, soyons catégoriques, les marxistes-léninistes n'ont rien à voir, n'ont rien de commun dans quelque domaine politique que ce soit avec les hommes du grand capital, avec ce politicien issu d'une famille pétainiste et qui est un prototype du capitaliste monopoliste détaché à la gestion des affaires d'Etat par la classe dont il est issu, nous nommons Giscard d'Estaing, rien de commun non plus avec ce maire de Bordeaux qui, s'il fut résistant dans les rangs gauchistes, n'en est pas moins un représentant des plus officiels des groupes monopolistes capitalistes et de leurs intérêts en France nous nommons Chaban-Delmas. Nous appelons à combattre ces hommes parce qu'ils sont des ennemis de classe du prolétariat, parce qu'ils sont des chefs de file de la bourgeoisie capitaliste.

Ceci dit, pour les travailleurs, pour le peuple de notre pays, la nature politique de ces politiciens bourgeois ne présente aucune équivoque, elle est claire, bien connue, et douloureusement subie en de nombreuses occasions : ce sont des réactionnaires qui ont chargé d'impulser la politique d'exploitation et d'oppression du capitalisme monopoliste d'Etat dans le quel nous vivons et souffrons à l'heure

A propos des travailleurs immigrés

Le mouvement soutient une candidature symbolique et cela n'a évidemment pas du tout la même signification opportuniste électorale que les candidatures françaises trotskystes ou autres. Il s'agit ici d'une forme de combat décidée par les travailleurs immigrés eux-mêmes, certes nullement pas l'unanimité des travailleurs immigrés, mais c'est là ce qui compte à nos yeux.

En présence de cette initiative, nous tenons à rappeler et à observer les positions de principes suivantes :

1) Nous ne tendons jamais à nous

INTERVENTION DE JACQUES JURQUET AU NOM DE L'HUMANITÉ ROUGE

(Suite de la page 7.)

actuelle et depuis longtemps. Les ouvriers, les travailleurs savent très bien qu'ils n'ont absolument rien à gagner avec Chaban Delmas comme avec Giscard d'Estaing.

Non à Mitterrand le plus dangereux de tous !

Par contre Mitterrand est porteur d'illusions infiniment plus dangereuses que les deux candidats de droite, pour toute une série de raisons. En général on connaît mal son passé, on oublie qu'il fit déjà beaucoup de promesses et ne réalisa rien de bon pour les travailleurs chaque fois qu'il fut ministre de la bourgeoisie dans des gouvernements aussi bien de droite que de gauche de la IV^e République, y compris dans des gouvernements où il siégeait justement aux côtés de... Chaban-Delmas !

Au surplus on en a tellement ras-le-bol de la politique des gens en place, celle de Chaban hier, celle de Giscard maintenant, on est tellement révolté par leurs mesures hypocrites toutes favorables aux grands monopoles capitalistes, sur le dos des ouvriers, des salariés, des paysans travailleurs, des petit commerçants, des artisans, des enseignants, des étudiants, des lycéens, et nous en passons, on a un tel désir de les voir disparaître que l'on se met à accorder une confiance peu exigeante et sans vigilance envers celui qui feint d'être adversaire de la bourgeoisie et qui jout, de surcroît, du soutien combien mystificateur des dirigeants du Parti révisionniste, usurpateur d'un légitime prestige ancien, bien qu'il ait trahi la mémoire héroïque de tous ceux qui sont morts en son nom, pour la Révolution prolétarienne et pour la défense du socialisme conçu par le marxisme-léninisme.

Nous abordons ici, à cet instant même, le problème qui domine le mouvement ouvrier depuis maintenant une décennie entière, la question historique de la nature idéologique et politique du révisionnisme moderne.

Car faire confiance à Mitterrand, outre ce que nous savons de lui-même, c'est aussi faire confiance aux renégats qui depuis dix ans trahissent en toute connaissance de cause tous les principes, tous les enseignements du marxisme-léninisme, et assument de la sorte le relai de la social-démocratie dans sa fonction de gérante loyale des intérêts du capitalisme, allant d'ailleurs jusqu'à remettre en selle, et avec quelle force, ces socialistes qui n'ont jamais eu d'autre ligne que celle de tromper et trahir les travailleurs pour le profit de la bourgeoisie !

Ne nous arrêtons pas sur le passé de ce Mitterrand, que notre journal a déjà largement rappelé, mais essayons de discerner de quoi demain serait fait, si cette canaille politique accédait au pouvoir.

La victoire de Mitterrand accentuerait avant tout, au moins temporairement, les illusions électoralistes dans les rangs prolétariens et populaires. Elle rendrait plus crédible la farce de la voie pacifique au socialisme fomentée par les dirigeants révisionnistes en violation de toutes les indications de Marx et de Lénine. Elle retarderait la prise de conscience des travailleurs quant à la nécessité de ne compter que sur la juste voie révolutionnaire pour imposer un changement décisif de leurs conditions d'existence. Parallèlement elle permettrait aux bonzes révisionnistes d'accroître l'encadrement de la classe ouvrière.

Sans ambage, Mitterrand a déclaré en substance : « Je réunirai immédiatement les dirigeants des deux grandes confédérations ouvrières afin de négocier avec eux. Mais alors, naturellement, il faudra stopper toute poussée... ». Voilà, c'est clair, n'est-ce pas, il organisera la négociation entre syndicats et patronat, un nouveau Grenelle quoi, mais en ayant soin que la rencontre ne soit pas imposée par un rapport de force favorable aux travailleurs, en exigeant de ceux-ci qu'ils laissent au vestiaire les seules armes efficaces dont ils disposent, la grève et l'occupation des usines. Et, dans ces circonstances, les travailleurs seront encadrés par les bonzes réviso-réformistes, exactement comme ils le sont pour leur malheur en Pologne, dans les autres pays de l'Est ou en Russie. A ce moment-là le patronat n'aura plus besoin de garde-chiourmes comme Tramoni, et les dirigeants révisionnistes qui insultèrent basement l'ouvrier révolutionnaire Pierre Overney auront tôt fait d'organiser leurs propres groupes d'intervention, au nom des seuls syndicats officiellement représentatifs, et croyez-nous, ceux-ci seront plus experts et plus efficaces que tous les groupes en action jusqu'ici !

Mais quelques camarades et amis pensent que ce serait là une bonne occasion de mettre les révisionnistes au pied du mur, de les contraindre à se démasquer définitivement.

Soyons prudents, camarades ! La tactique du marxisme-léninisme n'a jamais incité à la politique du pire. Jamais nous n'envisagerons de provoquer des expériences dangereuses pour juger du comportement des ennemis de classe prolétariat révolutionnaire. Nous ne serons jamais des apprentis-sorciers et nous n'avancerons qu'avec la certitude d'emprunter une voie juste et comportant les moindres risques pour la classe ouvrière. Nous pensons que la présence de Mitterrand au pouvoir ne peut être envisagée sans considérer la situation internationale et tout particulièrement la situation en Europe qui lui sert de conjoncture présente. D'ores et déjà des militants de base du Parti révisionniste ont expliqué à des camarades que « l'armée rouge n'est pas bien loin » et que « l'Union de la gauche pourra compter sur le précieux soutien des Soviétiques ». C'est bien là en effet que réside toute la question.

D'une part nous savons très bien que la révolution ne s'exporte pas à la pointe de baïonnettes étrangères. C'est là une question de principe, et nous proclamons que les révolutionnaires ne doivent compter avant tout que sur leurs propres forces, à l'intérieur de leur propre pays. Ce ne seront pas les soldats de quelque nation étrangère, se proclame-t-elle révolutionnaire ou socialiste, qui feront à notre place la révolution dans notre pays.

D'autre part, l'armée russe dont parlent ces militants révisionnistes n'est plus, malheureusement, une armée dirigée par un Etat socialiste, mais est devenue une armée sous le commandement d'une clique sociale-fasciste, et sociale-impérialiste dont le président Mao a pu souligner lui-même qu'il est du type hitlérien, le commandement d'une clique sociale-fasciste, et sociale-impérialiste. C'est dire combien serait inquiétante l'accession de Mitterrand au pouvoir, et c'est remarquer aussi que peut-être la victoire de ce candidat de la bourgeoisie baptisé de gauche serait le plus court chemin pour nous conduire au fascisme. Il y a déjà des gens qui prévoient un putsch militaire de la droite en cas de victoire électorale du candidat de la gauche. Pour notre part, et pour l'instant, nous n'y croyons pas, du

fait même que la victoire de Mitterrand serait aussi une victoire de la bourgeoisie.

Un putsch fasciste de droite est toujours possible. Mais, au demeurant, ne risquerait-il pas de se produire une situation nouvelle favorisant davantage l'instauration d'un social-fascisme de type russe, avec la complicité active justement de ce Mitterrand prêt à toutes les besognes pour conserver son titre et sa fonction ?

Nos cinq raisons fondamentales pour l'abstention

Pourquoi donc devrions-nous choisir entre la peste et le choléra ?

Pour conclure, résumons les fondements essentiels de notre appel à l'abstention :

Notre appel à l'abstention a pour premier objet de démasquer et combattre les illusions électoralistes utilisées par la bourgeoisie pour tromper la classe ouvrière et les masses laborieuses de notre pays ;

Notre appel à l'abstention a pour second objet de contester fondamentalement la Constitution de la V^e République dans sa nature de constitution capitaliste et bourgeoise ;

Notre appel à l'abstention a pour troisième objet de nous opposer à la politique de la bourgeoisie qu'elle soit de droite, du centre ou de gauche, parce que cette politique ne sert et ne servira qu'à la défense de ses intérêts de classe, contre ceux de la classe ouvrière, contre le peuple ;

Notre appel à l'abstention a pour quatrième objet le refus de tout soutien à la politique de l'impérialisme français et des groupes monopolistes français, qui ne sont nullement qualifiés pour préserver jusqu'au bout l'indépendance nationale de notre pays, seul le prolétariat étant capable historiquement de défendre avec efficacité et succès l'indépendance du peuple de France ;

Notre appel à l'abstention a pour cinquième objet de dénoncer les tentatives de certaines fractions de la bourgeoisie capitaliste de lier la France à la politique de la double hégémonie mondiale américano-russe, soit en la soumettant à l'impérialisme américain, soit en la soumettant au social-impérialisme russe.

Pour préparer de réels changements il faut d'abord édifier l'arme principale de la Révolution

Voyons enfin, maintenant ce que nous proposons concrètement, non seulement à l'occasion de ce scrutin présidentiel, mais depuis déjà longtemps et pour l'avenir. Notre objectif stratégique, est-il besoin de le redire, c'est la Révolution prolétarienne instaurant la dictature du prolétariat et le socialisme, en suivant les enseignements et les principes de la Révolution d'Octobre.

Oui, la révolution est possible. Mais il est nécessaire de convaincre le peuple, la classe ouvrière en premier lieu, qu'elle ne saurait triompher sans une période de luttes acharnées et sans que ne s'édifie à travers ces luttes un Parti communiste marxiste-léniniste d'acier, capable de mener jusqu'à la victoire non seulement l'avant-garde prolétarienne mais les plus larges masses de la classe ouvrière et aussi les classes et couches révolutionnaires

non prolétariennes, mais alliées du prolétariat. Voilà pourquoi nous tenons l'édification de l'arme principale de la révolution pour la nécessité première la plus urgente, sans ignorer que cette arme se forgera et se renforcera au travers de toutes les grandes batailles de classes à venir.

Voilà pourquoi nous appelons à l'unification de tous les militants qui aspirent sincèrement au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsétoung, nous appelons les camarades de tous les groupes qui ne sont pas encore entrés en contact avec nous à nous rencontrer. Pour s'unifier il faut d'abord se délimiter, disait Lénine, et pour se délimiter il faut d'abord se connaître, pouvoir discuter les positions respectives. Nous voulons donc engager la discussion avec tous les camarades marxistes-léninistes de tous les groupes qui s'affirment anti-révissionnistes et se placent sous l'autorité de la pensée-maotsétoung.

C'est seulement si l'on part du désir d'unité, par la méthode « unité-critique-unité » que l'on peut parvenir à solutionner toutes les divergences anciennes, à surmonter toutes les interprétations réciproques erronées résultant du subjectivisme, du sectarisme, de l'idéalisme. Nous disons publiquement que nous ne sommes pas exempts d'erreurs, que nous en avons commises, que nous en avons reconnues et autocritiquées, que nous pouvons encore en commettre et que nous souhaitons les discerner à temps pour les corriger rapidement. Si tous les camarades se réclament comme nous du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung, adoptent une idéologie similaire faite de modestie sincère et de confiance, nous sommes convaincus que l'année 1974 peut devenir la grande année de l'unification de toutes les forces authentiquement marxistes-léninistes dans notre pays !

Alors, les révolutionnaires que nous sommes, tous ensemble, nous pourrions assumer la mission historique qui nous incombe, en nous liant profondément aux masses ; en enrichissant notre ligne théorique et politique fondamentale, sur la base du fonctionnement le plus démocratique et le plus efficace du centralisme démocratique, en recourant à la juste et saine pratique de la critique et de l'auto-critique. Voilà quelle est notre proposition la plus immédiate, que nous avançons en direction d'interlocuteurs que nous ne cherchons nullement à « récupérer » ou « dominer » ce qui serait idiot, mais avec lesquels nous sommes persuadés qu'il est au moins possible et qu'il est nécessaire et urgent d'engager la discussion.

Refusez les urnes du mensonge ! Abstention !

Camarades et amis anticapitalistes et révisionnistes, amis et camarades révolutionnaires, camarades militants marxistes-léninistes, ensemble, proclamons avec force en direction de la classe ouvrière et du peuple de France :

« Refusez les urnes du mensonge !

Refusez les solutions de droite et de gauche offertes par la bourgeoisie capitaliste !

Abstenez-vous, ne vous laissez pas tromper par les illusions de l'Union de la gauche, agissez pour démasquer les opportunistes trotskystes et démasquer les dirigeants révisionnistes au service de la bourgeoisie ! Et partout, préparez-vous, organisez-vous pour impulser les luttes indispensables, pour que triomphe le prolétariat et les couches révolutionnaires qui sont ses alliés !

A bas le capitalisme !

A bas l'impérialisme, le social-impérialisme et le colonialisme !

A bas la trahison du révisionnisme moderne et du réformisme !

Vive la dictature du prolétariat !

Vive le socialisme ! »

Mitterrand-le-mystificateur : LA CHARTE DES LIBERTES PUBLIQUES, COTE COUR ET COTE JARDIN

Dans une grande envolée lyrique, le candidat Mitterrand a annoncé que s'il était élu il ferait annexer à la Constitution une Charte des libertés publiques. Monsieur Marchais et ses confrères ont approuvé gravement.

Le malheur, pour les uns et pour les autres, c'est qu'il n'est pas possible de croire les boniments qui voudraient nous faire oublier que dans une société de classes, dans la France capitaliste, il y a d'un côté les travailleurs et de l'autre côté ceux qui les oppriment, même s'ils se baptisent « socialistes » ou « de gauche ».

Le malheur, pour ces tristes sires, c'est que l'Histoire ne recommence pas, que les hommes se souviennent, que les écrits restent. Ouvrons donc brièvement une page de l'histoire de notre pays : en ce temps-là — c'était il y a moins de vingt ans — la France avait un gouvernement « socialiste ». Avant réussi à piper

les voix de nombreux travailleurs, le Parti « socialiste » au pouvoir faisait la politique de la bourgeoisie capitaliste, aggravait la guerre coloniale en Algérie, réprimait impitoyablement la résistance à son oppression. Cette année-là, donc, le 8 juin 1956, un député interpellait à l'Assemblée nationale le gouvernement qui voulait dissimuler encore sa trahison. Le député évoquait la fermeture d'une usine par un patron qui avait lock-outé ses ouvriers :

« Pour faciliter à ce patron l'entrée de "jaunes" dans ses ateliers, la police a été amenée sur place et des cars de C.R.S. étaient garés aux abords immédiats. »

Est-ce que cela ne ressemble pas étrangement, camarades, à la fructueuse collaboration des flics et des « jaunes », nervis de tous poils, à Sochaux, il y a quelques mois chez Peugeot ?

« Un commissaire de police, qui

était entouré de beaucoup de C.R.S. et d'autres policiers a exigé le rouleau de pellicule du rédacteur du quotidien *Le patriote de Nice* après que celui-ci ait refusé de remettre son appareil photographique — avec lequel il avait fixé la scène — à un inspecteur de police. »

Est-ce que cela ne vous rappelle pas, trait pour trait, camarades, cette agression de la police contre un reporter, il y a quelques mois, puis le vol de sa pellicule, avec la caution de la justice, pour mieux identifier les manifestants ?

« Les journaux parisiens s'élèvent contre des actes analogues à celui que j'ai signalé au début. *France-Soir* du 2 juin proteste parce que ses reporters photographes ont été victimes de violences policières, et écrit : « Depuis quelque temps (souligné par nous : le gouvernement est « socialiste » depuis quatre mois) les sévices exercés par la police à l'égard des journalistes prennent, semble-t-il, un caractère systématique. »

« Le récit des événements que je rapporte est ainsi agrémenté d'une photographie que voici, qui montre les policiers matraquant les journalistes. On voit, selon *France-Soir* un photographe : « Matraqué par un policier, frappé à coups de poing, insulté et entraîné hors des lieux de la manifestation. »

Est-ce que cela, camarades, n'est pas l'exacte anticipation des mœurs des polices actuelles du régime, des Marcellin, Chirac et de leurs sbires ?

Si, bien sûr ! C'est exactement la même chose. Et les hommes qui étaient au gouvernement à l'époque, les hommes qui couvraient et ordonnaient ces agressions fascistes, ces hommes qui se disaient « socialistes » et qui étaient les pires ennemis du peuple, ces hommes-là ne peuvent pas aujourd'hui prétendre représen-

Solidarité avec les marxistes-léninistes espagnols emprisonnés la veille du premier mai

A la veille du Premier Mai, la police franquiste a opéré de nombreuses arrestations dans plusieurs villes d'Espagne. Plus de vingt militants du Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) auraient été appréhendés et emprisonnés. Par de telles mesures, le fascisme du pouvoir en place à Madrid prouve sa profonde inquiétude et sa faiblesse grandissante devant la montée du mouvement révolutionnaire des masses, à la tête duquel se trouvent les communistes marxistes-léninistes. Solidarité avec l'héroïque combat révolutionnaire du peuple espagnol contre le franquisme assassin !

ter le peuple, prétendre défendre les intérêts des travailleurs.

Au fait, quels étaient les ministres plus particulièrement responsables des violences policières ? Les ministres de l'Intérieur, qui les commandait, et de la Justice, qui refusait de poursuivre devant les tribunaux. Eh bien, camarades, en cette année 1956 monsieur François Mitterrand fut ministre de l'Intérieur et de la Justice. Et l'on dit qu'il n'a pas fait ses preuves d'homme d'Etat ?

Dernière précision : le député qui accusait le gouvernement était Virgile Barel et il parlait au nom du groupe du P.«C.»E. Ce qui prouve que ledit parti a depuis lors jeté aux orties le peu de dignité qui lui restait, lui qui s'accoquie avec le même Mitterrand pour faire le même travail au service de la bourgeoisie.

VISITE EN ALBANIE D'UNE DÉLÉGATION DU GRUNK

Sur invitation du gouvernement de la République populaire d'Albanie, une délégation du G.R.U.N.K. et du F.U.N.K., conduite par Khieu Samphan et Ieng Sary est arrivée le 20 avril à Tirana. L'Albanie est le premier pays européen visité par les héroïques combattants venus du Cambodge. A l'aéroport et tout au long des rues de la capitale, des milliers de travailleurs albanais ont acclamé leurs frères d'armes cambodgiens.

Dès son arrivée, Khieu Samphan a notamment déclaré : « En mettant le pied sur la terre glorieuse d'Albanie, notre délégation est extrêmement émue de retrouver le peuple albanais, un ami très cher du peuple du Kampuchea et pour qui nous éprouvons une profonde admiration ».

Le 22 avril, Enver Hoxha, premier secrétaire du Comité central du Parti du Travail d'Albanie, a rencontré la délégation cambodgienne.

Le 25 avril, les deux parties ont signé une déclaration conjointe Kampuchea-Albanie, qui indique notamment :

« Le peuple albanais et son gouvernement ont appuyé et ils appuieront sans réserve et jusqu'au bout la lutte armée du peuple du Kampuchea, ils défendront toujours sa juste cause dans l'arène internationale. Ils considèrent que c'est là pour eux un devoir internationaliste. La juste lutte du peuple du Kampuchea revêt aujourd'hui une grande importance

internationale. Elle est une source d'inspiration pour tous les peuples épris de liberté et elle constitue une contribution précieuse à leur lutte contre l'impérialisme, l'hégémonisme, le néo-colonialisme et la réaction.

La délégation du Kampuchea a exprimé sa joie de voir les succès que le peuple albanais, sous la conduite courageuse et sage du Parti du Travail d'Albanie avec à sa tête son dirigeant bien-aimé Enver Hoxha, et animé d'un esprit révolutionnaire élevé, a obtenu dans l'édification du socialisme et dans la défense des victoires de la révolution dans son pays. La délégation du Kampuchea a hautement apprécié la politique étrangère de principe et les fermes prises de position de la République populaire d'Albanie en opposition résolue à la politique agressive et hégémonique de l'impérialisme américain et de ses complices, en soutien aux justes luttes des peuples pour leur liberté, leur indépendance et le progrès social.

Les deux parties ont constaté que, par suite de la politique d'agression et d'hégémonie de certaines puissances impérialistes, il existe dans beaucoup de régions du monde des tensions et des dangers réels qui menacent la liberté et l'indépendance des peuples et des Etats souverains. L'Europe et le bassin méditerranéen sont aujourd'hui une arène d'après contradictions, et le théâtre permanent de manœuvres militaires de caractère agressif. »

Publicité

Election présidentielle

L'Unité

AUJOURD'HUI PARUTION D'UN "NUMERO HORS SERIE"

DANS LE MEME NUMERO

EVADÉ EN NOVEMBRE 1941 DU STALAG 9 C...

François Mitterrand fonde le principal mouvement de résistance des prisonniers de guerre. Le Général de Gaulle mentionne dans ses mémoires les missions qu'il accomplit à Alger et à Londres. Vous lirez le récit de la vie de François Mitterrand dans ce numéro spécial.

Dans « Le Monde » du 3 mai 1974, page 6, Mitterrand a fait publier une publicité en faveur de son journal « L'Unité ». Dans le numéro « Hors série » ainsi annoncé devait figurer un reportage à sensation sous le titre : « Evadé en novembre 1941 du stalag 9 C... » avec le commentaire suivant : « François Mitterrand fonde le principal mouvement de résistance des prisonniers de guerre... Vous lirez le récit de la vie de François Mitterrand dans ce numéro spécial. »

Nous avons donc compulsé avec curiosité ce numéro si intéressant de « L'Unité ». Et... surprise ! nous y avons constaté que les pages 11, 12, 13 et 14 ont été massicotées et enlevées avant la mise en diffusion. On a tenté de camoufler cette auto-censure de dernière minute en mentionnant le chiffre 12 sur la page de couverture verso (la dernière page), ce qui constitue une pratique inusitée en typographie.

Ainsi le lecteur ne saura rien sur la fameuse « résistance » de Mitterrand... et pour cause !

Le Petit fouineur

Mise au point

Dans notre dernier numéro (228, 2 mai 1974), page 7, une mauvaise présentation et des coquilles ont rendu peu compréhensible l'article relatif à une lettre de menace à notre encontre, signée à coup sûr frauduleusement, du Bureau politique du P.C.R. (M.-L.).

Le titre **Provocation révisionniste** et le commentaire lui faisant suite auraient dû figurer au-dessus de la lettre cause.

D'autre part il faut rectifier comme suit cet article : « De toute évidence, il s'agit d'une provocation de l'appareil policier du Parti « communiste » français. Son but vise à nous contraindre à changer l'attitude unitaire de principe que nous avons adoptée vis-à-vis des militants de base et cadres intermédiaires de l'organisation « Front rouge », devenue Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste... »

Nous conserverons la conviction que nos contradictions avec les camarades de base et cadres intermédiaires du P.C.R. (M.-L.) sont des contradictions « au sein du peuple » !

Cette position s'explique par le fait qu'en 1966, l'appareil policier révisionniste usa fréquemment de faux, sous la signature du **Centre marxiste-léniniste de France (C.M.-L.F.)** pour provoquer division et antagonisme entre les militants de base sincères et honnêtes qui se réclamaient des deux organisations C.M.-L.F. et M.C.F. (M.-L.). Nous sommes donc vigilants quand nous recevons de tels documents. Que par la suite le plus haut dirigeant du C.M.-L.F. se révéla comme agent provocateur lui-même ne change rien à l'affaire. Nous devons déjouer tout ce qui vise à diviser les marxistes-léninistes, nous appelons à la vigilance contre les agents provocateurs dont les agissements visent à diviser, pour le compte du révisionnisme moderne et de la bourgeoisie.

Nous savons qu'il y a même dans le Bureau politique du P.C.R. (M.-L.) des militants qui refusent de prendre à leur compte la lettre de menaces qui a été envoyée à leur insu pour accentuer les contradictions entre eux et nous.

Oui, notre cible centrale, c'est le révisionnisme moderne ?

1^{er} mai

MARSEILLE

Le 30 avril au soir la Gauche prolétarienne M.-L. et l'Humanité rouge organisaient un meeting sur le thème « Refusez les urnes de la bourgeoisie, une seule solution la révolution prolétarienne ». Devant une salle chaleureuse prirent tour à tour la parole : un lycéen qui parla de la lutte des lycéens contre la loi Fontanet et l'école bourgeoise ; une femme qui, après avoir dénoncé avec vigueur la condition des femmes travailleuses, appela les femmes à lutter pour leur émancipation par leur participation à la Révolution prolétarienne et les militants marxistes-léninistes à s'emparer des tâches du mouvement des femmes, rappelant cette vérité fondamentale du marxisme-léninisme : « Sans participation des femmes pas de révolution prolétarienne mais sans triomphe de la révo-



raisons fondamentales pour lesquelles les communistes marxistes-léninistes de France appellent à « refuser les urnes de la bourgeoisie », à combattre la candidature Mitterrand, à s'abstenir, il s'adressa aux travailleurs pour qu'ils comprennent la nécessité de venir renforcer l'avant-garde marxiste-léniniste et participent à l'édification de ce parti indispensable à la victoire du socialisme, aux militants se réclamant du marxisme pour qu'ils renforcent

s'étaient tout naturellement joints au rassemblement « pro-Mitterrand » convoqué, à la même heure, sur le Vieux-Port, par les U.D. C.G.T. et C.F.D.T.

La manifestation marxiste-léniniste, forte de près de 400 personnes parcourut, donc, juste avant le passage du « défilé Mitterrand », à partir des grands escaliers de la gare Saint-Charles, la Cannebière et le centre de la ville, pour se terminer place d'Aix, au cœur du quartier immigré. Le long des trottoirs, noirs de monde, elle s'arrêta à de nombreuses reprises pour que les militants marxistes-léninistes français et étrangers, s'adressent à la foule, en français et en arabe, fit entendre au cœur de la ville les slogans révolutionnaires, anti-révisionnistes et anti-Mitterrand : « Ni Chaban, ni Giscard, ni Mitterrand, abstention ! », « Abstention, une seule solution la révolution », « Programme commun - programme bourgeois », « A bas les superpuissances », « Mitterrand sioniste, assassin du peuple algérien », « A bas le révisionnisme, le trotskisme, vive le marxisme-léninisme », etc. Tandis que les banderoles dénonçaient le social-impérialisme, l'impérialisme américain, le racisme, appelaient à l'abstention et à l'unité de la classe ouvrière, français et immigrés.

La manifestation se terminait, enfin, après un dernier appel à soutenir les travailleurs de Blindex, par le dernier couplet anti-révisionniste de « l'Internationale », créé à Puyricard le 31 décembre 1967 lors de la fondation du P.C.M.L.F.

Ce meeting et cette manifestation peuvent être considérés par les marxistes-léninistes comme des succès. Ils sont le résultat et l'aboutissement du travail fait en commun, depuis plusieurs mois, par les militants de l'Humanité rouge et de la Gauche révolutionnaire qui, en renforçant leur unité, ont progressé dans leur liaison avec les masses.

Correspondant « H. R. »



lution prolétarienne l'émancipation des femmes n'est pas possible » ; une jeune ouvrière de l'usine Blindex en lutte, saluée par la salle aux cris de : « Blindex, en grève jusqu'à la victoire », parla ensuite, avec émotion et détermination de la grève des travailleurs de cette entreprise, français et immigrés, hommes et femmes ; puis très applaudi, un vieux militant communiste, ancien combattant de la résistance, paysan, lança un fraternel appel à tous les vieux militants communistes encore trompés par la clique de Georges Marchais, pour qu'ils rejettent le révisionnisme et rejoignent l'avant-garde marxiste-léniniste. Enfin le camarade Castan rappela les

leur unité, sur la base de l'esprit de parti prolétarien.

Le meeting se termina alors sous une vibrante « Internationale », tandis qu'à la sortie les travailleurs de Blindex collectaient près de 700 F.

Le lendemain matin, 1^{er} mai, à l'appel de l'Humanité rouge, de la Gauche révolutionnaire et du Travailleur tunisien, avait lieu une manifestation autonome des marxistes-léninistes, manifestation soutenue par l'U.C.F. Le groupe Front rouge, lui, après avoir prétendu prendre la direction de cette manifestation s'était retiré et organisait une manifestation squelettique (oh ! combien !) dans un quartier de Marseille. Les trotskistes de leur côté,

Montpellier

Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge et de la Gauche révolutionnaire (M.-L.) de Montpellier ainsi que leurs sympathisants sont intervenus dans plusieurs quartiers populaires de la ville.

Alors que se déroulaient un collage massif et des distributions de tracts, les habitants de ces quartiers purent entendre l'enregistrement d'une déclaration du comité local du P.C.M.-L.F. ponctuée d'une vibrante internationale, retransmise par de puissants haut-parleurs.

Cet enregistrement (trouvé la veille dans une boîte postale), mettait l'accent sur le caractère réactionnaire et trompeur du candidat Mitterrand, du P. C. F. et de leurs croupions trotskistes, appelait à l'abstention révolutionnaire des masses pour l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne.

Ainsi, seuls les authentiques marxistes-léninistes unis sous la direction de l'Humanité rouge offraient en ce 1^{er} mai une perspective vraiment révolutionnaire aux travailleurs de la région, en combattant sans compromis le révisionnisme à tous les niveaux ; et la part importante de travailleurs associés aux interventions ainsi que les discussions suscitées dans les quartiers montrent la justesse de cette voie, même si en cette période elle se situe « à contre courant ».

Correspondant H.R.



ROUEN

Les révisionnistes ayant peur des « provocations » ont organisé une kermesse dénuée de contenu de classe l'après-midi dans un parc.

La manifestation du matin a regroupé environ 4 à 500 personnes. Nous avons regroupé une vingtaine de sympathisants auxquels se sont joints des inorganisés qui ont accepté notre banderole « Refusons les urnes de la bourgeoisie ». Aux cris de « Chaban, Giscard, Royer, Mitterrand, à la porte, le pouvoir aux travailleurs », nous étions la seule force marxiste-léniniste.

Nous avons organisé le soir une réunion où nous avons rassemblé des sympathisants sur le thème : l'analyse de la situation internationale et les conséquences sur la situation interne et les présidentielles, et le rôle des opportunistes dits « d'extrême-gauche » et nos tâches.

Nous avons l'intention d'organiser prochainement un meeting sur :

- La dénonciation des superpuissances ;
- La défense nationale ;
- La question de l'armée, de l'antimilitarisme et du service militaire.

Prenons fermement nos tâches en main !

Comptons sur nos propres forces !

TOULOUSE

L'Humanité rouge et la Gauche révolutionnaire ont organisé une manifestation à Toulouse avec la participation de Perspectives tunisiennes, CLAC « Domingos Ramos », F.R.A.P., F.E.A.N.F., A.G.E.M., A.G.E.C., A.S.E.C.

250 personnes ont participé à cette manifestation qui a sillonné la ville de Toulouse de 10 h 30 à 12 h 30.

Cette manifestation n'a pas du tout plu à la presse réactionnaire locale qui a bien sûr minimisé à outrance cette manifestation allant jusqu'à dire que nous étions une vingtaine (« Sud-Ouest »).



D'autres manifesations ont eu lieu en province mais à l'heure où nous mettons sous presse, les compte-rendus ne nous sont pas encore parvenus. Nous les publierons donc dans notre prochain numéro.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Soutien H.R.	
Ardennes	5
Soutien à H.R. F.S.R.	3,50
Soutien à H.R. pour la campagne antiélectorale et antirévisionniste	1 000
En supplément à abonnement G.J.C.	5,60
Anonyme en timbres	
Soutien permanent à H.R.	300
C.D.H.R. F.-Marty M.	48
Des sympathisants	40,25
C.D.H.R. Lou Sin (mars-avril)	400
Soutien à H.R. J.P.M.	102
En plus de mon abonnement - Soutien à H.R. L.F.	10
C.D.H.R. E-Varlin A.	60
C.D.H.R. Gramsci	11
C.D.H.R. Quémal-Stefa	40
C.D.H.R. Clara Zetkin	46
En supplément à abonnement et à Brochures H.J.	76
Souscription au meeting H.R. Paris	1 826
C.D.H.R. Baillet	5
C.D.H.R. Frankel	530
1 jeune cheminot	14,50
Anne-Marie et Jacqueline	10
En Supplément à réabonnement B.J.P.	15
En supplément à réabonnement T.J.M.	20
1 lecteur (avril-mai)	100
En supplément à réabonnement pour soutenir H.R. C.J.	54
Un ami du Nord	100
C.D.H.R. F.-Marty	40
En supplément à réabonnement T.M.T.	15
Total de la semaine	4 876,85
Total général utilisé pour le règlement des dettes de l'H.R.	439 428,95

INFORMATION

Beaucoup de camarades et de lecteurs sympathisants nous ont écrit pour nous demander les affiches et les tracts que nous avons édités pour le 1^{er} mai.

Nous avons déjà fait un tirage bien supérieur à la moyenne habituelle. Cependant en quelques jours tout le tirage était épuisé et cela sans avoir le temps de faire un nouveau tirage.

Cela doit être considéré comme une grande victoire due au développement de nos rangs et de notre influence grandissante.

Ne pouvant répondre personnellement au nombreux courrier qui nous est parvenu, nous tenons à exprimer notre regret auprès de nos camarades et lecteurs de n'avoir pu leur envoyer ce qu'ils avaient demandé.

Nous ferons en sorte que la prochaine fois, nous puissions répondre positivement à toutes les demandes.

Exceptionnellement la librairie « Les herbes sauvages » sera ouverte le dimanche 19 mai de 9 h à 20 h (elle sera fermée le lundi 20 mai.).

PORTUGAL :

échec au colonialisme

1^{er} mai à Lisbonne.

Le 25 avril dernier, un coup d'Etat militaire organisé par le « mouvement des forces armées » destituait le gouvernement fasciste et colonialiste de Caetano.

Le lendemain, nous apprenions que la « junte » des sept officiers supérieurs de l'armée portugaise, avait nommé à sa tête le général Spínola et prenait en charge un gouvernement provisoire avant l'organisation d'ici une année d'élection libre.

Le soir dans une allocution télévisée l'ancien chef d'état-major des forces armées portugaises promettait de « garantir toutes les libertés fondamentales et les droits des citoyens, notamment toutes les libertés d'expression » et « le droit à la constitution de partis politiques et les élections libres pour choisir une assemblée constituante qui élira le président de la République » et aussi « la liberté pour tous les détenus politiques à l'exception de ceux dont l'action a entraîné des actes criminels ».

Les premiers faits qui ne peuvent être que considérés comme positifs ont été l'abolition de la censure de la presse, l'autorisation de manifestations publiques — comme celle du 1^{er} mai — et la dissolution de la D.G.S. — la police politique — connue pour les atrocités qu'elle a commis envers le peuple portugais qui luttait pour abattre le fascisme.

Immanquablement cette « démocratisation » permettra au peuple portugais de reprendre son souffle et d'utiliser positivement les nouvelles possibilités offertes à lui dans sa lutte pour son émancipation. Et si dans l'état actuel des choses il est difficile de se prononcer exactement sur les intentions véritables de la « junte de salut national », nous devons jeter un regard sur le régime précédent.

Pendant des années, la clique Caetano succédant à celle de Salazar, a cruellement réprimé les mouvements populaires de libération en Angola, Mozambique et Guinée (Bissau). Ces derniers temps, c'est avec une férocité digne de leur maître yankees qu'elle avait tenté de se maintenir en place dans les zones qu'elle occupait encore. Elle devait à ce titre faire assassiner Amílcar Cabral, dirigeant incontesté du Parti africain pour l'Indépendance de la Guinée et des Îles du Cap Vert (P.A.I.G.C.). Les assassinats se succédant aux bombardements de villages, écoles et hôpitaux des zones libérées en Angola, Mozambique et Guinée.

Cependant, loin de pouvoir stopper les vigoureux mouvements de libération nationale, l'Etat fasciste et colonialiste portugais, malgré toute l'aide intéressée qu'il recevait des métropoles impérialistes d'occident et en particulier de l'impérialisme américain, les zones libérées s'étendaient inexorablement. Le colonialisme portugais subissait défaite sur défaite. Il reculait. D'autre part cette guerre coloniale avait acculé le Portugal à un isolement extrême sur le plan diplomatique, et devait par ailleurs faire face à une situation économique et sociale catastrophique à l'intérieur du pays. Les contradictions au sein de la clique dominante s'exacerbaient et la situation politique était dans les derniers mois de plus en plus instable. Ces faits s'étaient particulièrement révélés par le limogeage le mois dernier de Spínola, qui venait de publier un livre « Le Portugal et l'avenir » où il critiquait le type de guerre mené dans les colonies qui « mènerait le Portugal à l'échec » et préconisait la « formation d'une fédération d'Etat autonome sous l'autorité du Portugal ». Autrement dit, il proposait un changement de tactique et la mise en place de structures néo-coloniales.

Les monopoles et Etats étrangers qui soutenaient militairement la guerre coloniale, en particulier les monopoles U.S. absorbaient la quasi totalité du produit du pillage réalisée dans les colonies. En réalité il ne profitait même pas au développement du capitalisme portugais. 40 %

du produit national brut étant consacré au budget militaire, les masses populaires voyaient chaque jour leur situation se dégrader un peu plus.

Le mécontentement était grandissant. Les grèves des ouvriers des villes, certaines allant jusqu'à l'occupation des usines et cela malgré la féroce répression, les grèves des ouvriers agricoles, pêcheurs, etc., avaient marqué qu'une explosion de colère devenait plus que probable.

Voilà le contexte dans lequel il faut intégrer le coup d'Etat militaire de Spínola.

D'ailleurs, à propos de cet ex-chef de l'état-major de l'armée colonialiste portugaise, il est important de connaître son édifiante biographie, pour bien remarquer que si le changement dans la forme du régime sert objectivement la révolution prolétarienne au Portugal, il n'en reste pas moins que Spínola et ses complices ne font pas partie du camp du peuple mais de celui de la réaction.

Qui est Spínola ?

Entré dans l'armée en 1930, il a servi comme volontaire aux côtés de l'armée franquiste pour écraser la République et le Front populaire espagnol. Au cours de la deuxième guerre mondiale, il était volontaire, mais cette fois dans les légions étrangères de l'armée de choc nazie. On le retrouve en particulier à Stalingrad. En 1961, il demande à être affecté en Angola, où il s'acquiert rapidement une réputation de « bravoure » et de « valeur militaire ». En 1968, il est envoyé en Guinée (Bissau) comme commandant en chef des armées coloniales et gouverneur. C'est à ce titre qu'il sera le responsable des innombrables massacres perpétrés par l'armée coloniale, en particulier par les légionnaires et autres mercenaires. D'autre part, c'est également en Guinée qu'il fera des tentatives intégrationnistes. Il crée en 1969 un « Congrès du Peuple Guinéen » pour favoriser une « intégration » à la vie politique de la population, pensant ainsi détourner le peuple guinéen de la juste voie de la lutte révolutionnaire armée de libération nationale conduite par le P.A.I.G.C. Ce sera un fiasco complet. Dans les derniers mois précédents son « limogeage », il bénéficiera de toutes les faveurs du régime fasciste de Caetano et des grandes puissances qui le soutenaient. Il sera décoré et nommé chef d'état-major des forces armées portugaises en 1972. Il était avant sa « chute » de notoriété publique que ce chef d'état-major voyageait beaucoup entre les colonies et les Etats-Unis même. De « mauvaises langues » disaient même qu'il allait chercher ses instructions directement au Pentagone.

Voilà donc le vrai visage de Spínola. D'ailleurs pour ce qui est de l'avenir des colonies ne devait-il pas déclarer aux dirigeants des partis de « gauche » portugais : « Si l'autodétermination débouche sur une solution de type fédéral, ce sera un triomphe pour le Portugal. Si les populations optent pour l'indépendance, ce sera un échec. » C'est on ne peut plus clair !

Au Portugal et dans les Pays encore sous son joug colonial, la situation ne peut être meilleure. Cependant, elle requiert toute la vigilance nécessaire.

Dès l'annonce officielle du coup d'Etat les différents partis, mouvements ou Fronts de libération nationaux authentiques d'Angola, Mozambique et Guinée (Bissau) ont réaffirmé nettement que la seule solution aux conflits était le départ inconditionnel des armées d'occupation, l'arrêt immédiat des hostilités et l'Indépendance totale.

Notre devoir internationaliste nous guide pour le soutien à la juste lutte des peuples angolais, mozambicains et guinéens pour l'indépendance et la liberté. Il nous guide également pour le soutien à la juste lutte du peuple portugais qui dispose de nouvelles armes et possibilités pour mettre fin au régime capitaliste portugais lié aux intérêts impérialistes étrangers.

COMMUNIQUÉS (extraits)

P.A.I.G.C.

A un moment où, dans les rues de Lisbonne, le peuple portugais condamne sans équivoque le colonialisme et exige avec vigueur la cessation des sales guerres menées par le Portugal en Afrique, le comportement des forces armées expéditionnaires portugaises dans notre pays n'est pas de nature à permettre la conclusion d'un changement quelconque d'orientation sans cesse dans la politique coloniale portugaise.

En effet, au cours des jours qui ont suivi le coup d'Etat de Lisbonne et malgré l'arrestation d'une partie de la direction militaire à Bissau dont le gouverneur et commandant en chef Bettencourt Rodrigues, l'aviation des agresseurs portugais n'a pas cessé ni diminué le nombre de ses sorties quotidiennes dans nos régions libérées. On relève même un net accroissement du nombre et de la violence des raids aériens ennemis, en particulier contre Tombali et Cubucaré, deux des secteurs libérés les plus peuplés au Sud de notre pays. Par ailleurs, le fait que l'objectif préféré des bombardiers ennemis soit toujours les villages et les installations civiles notamment les écoles, les hôpitaux et les magasins et postes de ravitaillement de la population, témoigne de la permanence à la tête de la direction du Portugal, de personnes nourrissant toujours des propos criminels envers notre peuple.

Nous dénonçons devant l'opinion portugaise et internationale la poursuite des agissements criminels des forces armées du Portugal dans notre pays. Ces agissements dont sont objectivement responsables les actuels dirigeants du Portugal, ne peuvent qu'entraîner de graves conséquences. Nous nous dégageons de toute responsabilité.

F.R.E.L.I.M.O.

Le seul moyen pour la nouvelle junte militaire portugaise de mettre fin à la guerre du Mozambique est de reconnaître le Front de libération du Mozambique (FRELIMO) dans une déclaration de comité exécutif.

« Si cependant, l'objectif du coup d'Etat est de trouver de nouvelles formules pour perpétuer l'oppression de notre peuple, alors les dirigeants portugais sont avertis qu'ils feront face à notre ferme détermination. »

Le comité exécutif du FRELIMO se félicite de l'annonce par le nouveau régime que les droits démocratiques seront rétablis au Portugal et ajoute que cette démocratie ne saurait servir de couverture pour empêcher l'indépendance du peuple mozambicain.

L'ère Caetano a clairement montré que le fascisme libéral n'existe pas et il doit être compris que le colonialisme démocratique n'existe pas.

« Tout comme le peuple portugais a le droit à l'indépendance et à la démocratie, ce même droit ne peut être refusé au peuple mozambicain. C'est pour ce droit élémentaire mais essentiel que nous combattons. »

« Le peuple mozambicain est une entité tout à fait distincte du peuple portugais. Il a sa propre personnalité politique, culturelle et sociale qui ne peut être affirmée que par l'indépendance du Mozambique », ajoute le comité exécutif du FRELIMO.

M.P.L.A.

« Le « Mouvement Populaire de Libération de l'Angola » rejette dans une déclaration, une éventuelle « fédération telle qu'elle a été défini par le général Spínola, c'est-à-dire une fédération dans laquelle le Portugal aurait le dernier mot ». Tout en affirmant que la lutte du peuple angolais « sous la direction du M.P.L.A., continuera jusqu'à la libération complète de l'Angola », le mouvement déclare que « le M.P.L.A. se déclare néanmoins prêt à négocier avec le Portugal, les problèmes de l'indépendance complète de notre pays ».

« Le respect de l'indépendance complète de l'Angola, souligne le communiqué, est le premier principe sur lequel peuvent être établies les bases de coopération avec les autres pays. Après l'indépendance de l'Angola, ajoute le M.P.L.A., il y aura place pour tous ceux qui respectent la souveraineté de notre pays et qui veulent travailler honnêtement et vivre dans le cadre des structures à mettre en place. Le pouvoir, cependant, ne pourra qu'être aux mains des Angolais et en particulier de ceux qui défendent les intérêts des couches les plus exploitées et les plus opprimées ».

1^{er} MAI à PARIS



Au premier rang du cortège de « l'Humanité rouge » les camarades Jurquet, Druesne et Delrue. De la République à la Nation, les mots d'ordre dénonçant l'électoralisme, Mitterrand l'assassin des Algériens seront repris par des milliers de personnes. Contre les tentatives de solution bourgeoise à la crise les marxistes-léninistes ont affirmé : « Une seule solution ! La révolution prolétarienne ! ».



Le caractère antirévionniste de la manifestation est clairement apparu. La responsabilité des révisionnistes dans le putsch au Chili est rappelée.



De nombreux mots d'ordre ont dénoncé les deux superpuissances U.S.A. et U.R.S.S. et en particulier la menace social-impérialiste en Europe.



Le 1^{er} mai est une journée de lutte contre l'impérialisme français. Des mots d'ordre exigeant l'indépendance pour les colonies étaient fréquents. La présence de camarades réunionnais, guadeloupéens, martiniquais prouvait la solidarité avec les peuples en lutte contre le colonialisme français.



En tête de la manifestation, le mouvement national de soutien aux peuples d'Indochine, derrière la banderole « Proletaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous ! ». Des mots d'ordre exigeant la reconnaissance du G.R.P. et du G.R.U.N.K. et la libération des prisonniers politiques au Sud-Vietnam.

5000 manifestants " REVISIONNISTES TROTSKYSTES MITTERRAND COMPLICES "



Des camarades portugais de l'O.C.M.L.P. et du M.P.A.C. manifestent aux côtés des marxistes-léninistes de France, exigeant l'indépendance pour les peuples africains opprimés par le colonialisme.